

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

Togo, France et autres Pays d'expression Française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		
Par porteur ou par poste :		
Togo, France et autres Pays		
d'expression française		
numéro		90 frs
Etranger : Port en sus.		

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891  
Téléphone : 37-18 — LOMÉ.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.  
Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs

Direction, Rédaction et Administration :  
Cabinet du Président de la République  
Téléphone : 27-01 — LOMÉ

## SOMMAIRE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

#### DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1963

- 13 août — Décret n° 63-98 portant modification du décret 63-71 du 18 juin 1963 suspendant les autorisations de port d'armes et interdisant la fabrication d'armes, poudre et munitions 572
- 14 août — Décret n° 63-99 portant ouverture de l'ambassade de la République togolaise au Ghana .... 573
- 14 août — Décret n° 63-100 instituant la carte d'identité professionnelle de magistrat ..... 573
- 14 août — Décret n° 63-101 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Togo au Ghana ..... 574

1963

- 8 août — Arrêté n° 114/PR/INT prononçant expulsion du territoire de la République togolaise du nommé BALAT Louis Martin André ... 574
- 19 août — Arrêté n° 128/PR chargeant le ministre de l'Éducation Nationale de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Vice-Président de la République, ministre des Finances, de l'Économie et du Plan ..... 574
- Arrêtés portant nominations, envoi en stage, désignation et réintégration de chefs de canton ..... 575

#### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

1963

- 5 août — Arrêté n° 106/PR/MDN portant création de l'État-Major de la Défense Nationale et suppression du Cabinet Militaire ..... 577

Arrêté et décisions portant promotion, intégrations, engagement, licenciements, affectation, radiation, révocation et rectificatif à une précédente décision portant intégration ..... 577

#### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

1963

- 3 août — Arrêté interministériel n° 18/INT/MFEP/MF portant approbation du compte administratif de la commune d'Anécho, exercice 1962 579
- 3 août — Arrêté interministériel n° 19/INT/MFEP/MF portant approbation du budget additionnel de la commune d'Anécho, exercice 1963.. 579
- 7 août — Arrêté n° 54/INT portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription d'Anécho, exercice 1963 . 579
- Arrêtés et décisions portant nomination d'agents d'état-civil, affectation, licenciement, engagement et interdiction de séjour ..... 579

#### VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

1963

- 3 août — Arrêté n° 152/VP/MFEP/SD fixant les conditions d'admission, modalités et programmes des concours de contrôleur des douanes .... 582

3 août — Arrêté n° 153/VP/MFEP/SD fixant les conditions d'admission, modalités et programmes des concours d'agent de constatation des douanes .....	584
14 août — Arrêté n° 163/VP/MFEP/MF portant délégation de signature .....	585
Décisions portant autorisations de paiement .....	585
Arrêtés et décisions portant affectations, octroi d'indemnités d'accident de travail et de première installation, prise en charge des frais de transport, attributions d'allocations aux anciens agents de l'administration et d'allocation viagère, concession de pension, majorations pour enfants, octroi de secours et approbation de rôles .....	586

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décision portant nomination-affectation .....	591
---	-----

#### MINISTERE DES TRAVAUX PUBLIC, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1963

7 août — Arrêté n° 33/MTP/Mines portant modification de l'arrêté n° 12/MTP/TP du 9 mars 1962 portant autorisation de construire un dépôt d'hydrocarbures par la société A.C.I.P. à Kpémé .....	591
17 août — Arrêté n° 36/MTP/Mines ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'une station de vente de carburants par la Texaco à Lomé, angle ancien boulevard circulaire et route de Palimé .....	592
Arrêté n° 35/MTP/Mines du 17 août 1963 nommant une commission chargée de la refonte de la réglementation de la circulation routière .....	592
Arrêté et décisions portant affectations, octroi d'indemnité forfaitaire, sanction disciplinaire et retrait de permis de conduire .....	592

#### MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

1963

17 août — Arrêté n° 2/MCI portant remplacement des membres démissionnaires du conseil d'administration de la SOTEXIM .....	594
--	-----

#### MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

1963

7 août — Décision n° 57-D/MSP définissant le programme et fixant la date d'ouverture du concours d'entrée à l'école des infirmiers, infirmières et aides-sanitaires (promotion 1963-1965) .....	594
Décision portant affectation .....	596

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décision chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés, rectificatifs et additifs à une précédente décision portant admission en classe de 6 <sup>e</sup> .....	596
---	-----

#### MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisation, engagements, passage automatique d'échelon, rétablissement de situations administratives, avancement d'échelle, affectations, prolongation de mise en disponibilité et rappel à l'activité, cessation de fonctions, radiation et additifs à une précédente décision portant passage automatique d'échelon .....	598
--	-----

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décision portant affectation .....	602
------------------------------------	-----

#### MINISTERE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE ET DE LA RADIODIFFUSION

Décision portant nomination .....	602
-----------------------------------	-----

#### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (Avis de demande d'immatriculation) .....	602
Avis d'inscription modificative au registre de commerce .....	604
Avis de radiation au registre de commerce .....	604
Avis d'immatriculations au registre de commerce .....	604
Récépissé de déclaration d'association .....	605
Nécrologie .....	605

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 63-98 du 13 août 1963 portant modification du décret 63-71 du 18 juin 1963 suspendant les autorisations de port d'armes et interdisant la fabrication d'armes, poudre et munitions.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 11 mai 1963 ;

Vu le décret 60-36 du 4 mars 1960 sur les armes de traite ;

Vu le décret n° 62-2 du 8 janvier 1962 réglementant l'importation, la détention et la cession des armes et munitions ;

Vu le décret 63-71 du 18 juin 1963 suspendant les autorisations de port d'armes et interdisant la fabrication d'armes, poudre et munitions ;

Le conseil des Ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier. — Des dérogations individuelles au décret n° 63-71 du 18 juin 1963 susvisé pourront, dans certains cas et à titre exceptionnel, être accordées lorsque les circonstances le permettront.

Les permis de port d'arme seront alors délivrés :

— En ce qui concerne les armes perfectionnées, par le ministre de l'intérieur au rapport motivé du chef de circonscription.

— En ce qui concerne les armes de traite, par le chef de circonscription qui devra en rendre compte périodiquement au ministre de l'intérieur.

La fabrication des armes de traite demeure interdite.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur et les chefs de circonscription sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 13 août 1963.

N. Grunitzky

*DECRET N° 63-99 du 14 août 1963 portant ouverture de l'Ambassade de la République togolaise au Ghana.*

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la constitution du 11 mai 1963;

Vu l'arrêté n° 104/PM du 28 mai 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu le décret n° 63-56 du 14 mai 1963 portant composition du Gouvernement,

**D E C R E T E :**

Article premier. — Une Ambassade de la République togolaise est ouverte au Ghana (Accra).

Art. 2. — Le personnel de cette Ambassade se compose de :

— un Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

— un Secrétaire d'Ambassade.

Art. 3. — L'Ambassade sera réputée ouverte à la date de la présentation des lettres de créances par le chef de mission.

Art. 4. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, 14 août 1963.

N. Grunitzky

*DECRET N° 63-100 du 14-8-63 instituant la carte d'identité professionnelle de magistrat.*

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la constitution du 11 mai 1963, notamment son article 79, paragraphe 3;

Vu la loi n° 62-7 du 14 mars 1962 portant statut de la magistrature;

Vu le décret n° 63-79 du 6 juillet 1963 définissant les attributions et les compétences du garde des sceaux, Ministre de la justice;

Sur la proposition du garde des sceaux, Ministre de la justice;

Le conseil des ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier. — Il est institué pour les magistrats de l'ordre judiciaire, une carte d'identité professionnelle certifiant à la fois l'identité et la profession de son titulaire.

Elle n'est délivrée qu'aux magistrats de nationalité togolaise en fonction.

La carte d'identité professionnelle, d'un modèle uniforme et d'un format de 12 X 7,50 cms, porte au coin supérieur gauche une barre transversale aux couleurs nationales.

Art. 2. — La carte d'identité professionnelle est strictement personnelle et obligatoire.

Elle est délivrée par le garde des sceaux, ministre de la justice pour une durée de validité de trois ans.

La carte d'identité professionnelle n'est soumise à aucun droit de timbre lors de sa délivrance ou de son renouvellement.

Lors de sa délivrance ou de son renouvellement, le magistrat bénéficiaire devra produire deux photos d'identité dont l'une sera apposée sur la première face de la carte au coin inférieur gauche et l'autre collée sur un registre ad hoc côté et paraphé par le garde des sceaux, ministre de la justice.

Tout magistrat qui n'exerce plus en cette qualité est tenu de rendre sa carte d'identité professionnelle à l'autorité qui l'a délivrée.

Art. 3. — Le modèle de la carte d'identité professionnelle est annexé au présent décret.

Art. 4. — Le présent décret entrera en application le 1<sup>er</sup> octobre 1963.

Art. 5. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Lomé, le 14 août 1963.

*Le Président de la République.*

*ministre de l'intérieur,*

N. Grunitzky

Par le Président de la République :

*Le Ministre de la Justice,*

A. Kuévidjen

## MODELE DE LA CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE DE MAGISTRAT

<p>REPUBLIQUE TOGOLAISE MINISTERE DE LA JUSTICE CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE DE MAGISTRAT (Décret N° 63-100 du 14-8-63)</p> <p>N° . . . . . Délivré le . . . . .</p> <p>Nom . . . . .</p> <p>Prénoms . . . . .</p> <p>Date et lieu de naissance . . . . .</p> <p>Domicile . . . . .</p>		<p>Qualité . . . . .</p> <p>Nationalité . . . . .</p> <p>Signature du titulaire</p> <p>Changement de domicile</p>
<p>Photo</p>	<p><i>Le garde des sceaux, Ministre de la Justice,</i></p>	

**DECRET N° 63-101 du 14-8-63 portant nomination d'un Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Togo au Ghana.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE;

Vu la constitution du 11 mai 1963;

Vu le décret n° 63-56 du 14 mai 1963 portant composition du Gouvernement;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères;

Le conseil des Ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier. — Le docteur Kpodar Simon est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Ghana.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 14 août 1963

N. Grunitzky

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,  
G. Apedo-Amah*

**Intérim**

N° 128/PR du 19-8-63. — Pendant l'absence de M. Antoine Méatchi, Vice-Président de la République, ministre des finances, de l'économie et du plan, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Pierre Adosama, ministre de l'éducation nationale.

**Expulsion**

N° 114/PR/INT du 8-8-63. — Il est enjoint au nommé Bālat Louis Martin André, détenu à la prison civile de Lomé, né le 9 août 1928 à Elné (Pyrénées Orientales — France), de nationalité française, fils de André et de Adrienne Pujol, chef de chantier à Travaux-Afrique — Lomé, condamné pour émission de chèque sans provision et abus de confiance à 9 mois de prison et 154.000 francs de dommages et intérêts, de quitter le territoire de la République togolaise dans un délai de huit jours à compter du 29 octobre 1963, date d'expiration de sa peine de prison.

Il est interdit à l'intéressé de reparaitre sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Nominations**

N° 110/PR du 6-8-63. — M. Maurice Pierron, magistrat du 2<sup>e</sup> grade 1<sup>er</sup> groupe 4<sup>e</sup> échelon est nommé conseiller juridique par intérim auprès du gouvernement de la République togolaise.

N° 127/PR/MFP du 17-8-63. — M. Hubner René, ingénieur principal de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps autonome des travaux publics, chef de l'arrondissement routes, ponts et aérodromes est nommé cumulativement avec ses fonctions, directeur du service des travaux publics par intérim.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de la passation de service.

**Stage**

N° 117/PR/MFP du 14-8-63. — M. Ahamadah Ferdinand, adjoint technique d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, bénéficiaire d'une bourse offerte par la République de Chine, se rendra à Taïwan pour suivre un stage agricole pour une durée de 6 mois.

Les frais de voyage Lomé-Taïwan-Lomé sont à la charge de la République de Chine.

Pendant la durée du stage M. Ahamadah continuera à bénéficier, outre les allocations familiales, de sa solde nette indexée à l'exclusion de tous autres accessoires de solde.

Il percevra avant son départ une avance de solde remboursable égale à deux mois de rémunération. Cette avance sera précomptée sur ses traitements à partir du premier mois qui suit son retour au Togo.

La dépense sera imputée sur le budget général — chapitre 20 — article 4, en ce qui concerne les traitements et l'avance de solde.

**Désignation et réintronisation de chefs de canton**

N° 118/PR/INT. du 16-8-63 — Est reconnue la désignation coutumière de M. Sessofia Akllassou V en qualité de chef de canton de Bogamé (circonscription de Tsévié).

L'intéressé aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de fonctions de 60.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1963.

N° 129/PR/INT. du 19-8-63. — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Namtchougli Yenhamé en qualité de chef de canton de Pogno (circonscription de Dapango) en remplacement de M. Sambo Yentchabré, décédé.

L'intéressé percevra en cette qualité, une indemnité annuelle de fonctions de 48.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 1.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 108/PR/INT du 5-8-63: — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 68-PM-INT du 17 mars 1959 reconnaissant la désignation de M. Apeti Kwami comme chef de canton de Litimé en remplacement de M. Hermann Eglblomasse, destitué.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Hermann Eglblomasse en qualité de chef de canton de Litimé (circonscription d'Akposso).

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité annuelle de fonctions de 120.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 113/PR/INT du 8-8-63 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 179-PM-INT du 11 juillet 1959 reconnaissant la désignation de M. Jimongou Sambiani Raphaël en qualité de chef de canton de Dapango.

Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Mondo Yentougli en qualité de chef de canton de Dapango.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité annuelle de fonctions de 144.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 112/PR/INT du 6-8-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 70-PR-INT du 28 mai 1962 reconnaissant la désignation de :

MM. Karka Adjambao, en qualité de chef de canton de Kandé en remplacement de M. Gatzaro Namandji, destitué

Tondja Kpéto, en qualité de chef de canton d'Ataloté en remplacement de M. Alika Ayakina, destitué

Ouyenga Samadjou, en qualité de chef de canton de Pessidé en remplacement de M. Agnirou Agnindé, destitué

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de :

MM. Gatzaro Namandji, en qualité de chef de canton de Kandé

Alika Ayakina, en qualité de chef de canton d'Ataloté

Agnirou Agnindé, en qualité de chef de canton de Pessidé

Les intéressés auront droit à une indemnité annuelle de fonctions ainsi fixée :

MM. Gatzaro Namandji . . . . . 96.000 fr.

Alika Ayakina . . . . . 90.000 fr.

Agnirou Agnindé . . . . . 90.000 fr.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de commandement des intéressés.

N° 119/PR/INT du 16-8-63 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 131-PR-INT du 25 juillet 1960 reconnaissant la désignation de M. Fétche Kpogo en qualité de chef de canton de Gapé (circonscription de Tsévié) en remplacement de M. Fétche Adjéoda, destitué.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Adjéoda Fétche en qualité de chef de canton de Gapé (circonscription de Tsévié).

L'intéressé aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de fonctions de 90.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 120/PR/INT du 16-8-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 105/PM-INT du 10 juin 1960 portant suspension de M. Antoine Kokou Dogbla IV de ses fonctions de chef de canton de Davié.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Antoine Kokou Dogbla IV en qualité de chef de canton de Davié (circonscription de Tsévié).

Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Hubert Alokamétou Maglo en qualité de chef de canton d'Agbatopé (circonscription de Tsévié) en remplacement de M. Richard Maglo, décédé.

Les intéressés auront droit à l'indemnité annuelle de fonctions ci-après :

MM. Antoine Kokou Dogbla IV . . . . . 75.000 fr

Hubert Alokamétou Maglo . . . . . 70.000 fr

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement des intéressés.

N° 121/PR/INT du 16-8-63 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 172-PM-INT du 16 septembre 1960 reconnaissant la désignation de M. Guedo Aboudou en qualité de chef de canton de Logbo.

Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Ihou Alphonse en qualité de chef de canton de Logbo (circonscription d'Akposso).

L'intéressé aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de fonctions de 120.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 122-PR/INT du 16-8-63. — Sont et demeurent rapportés les arrêtés nos 141 et 144-PM-INT des 8 et 9 août 1960 destituant M. Agbozo Komlan de ses fonctions de chef de canton de Bolou et reconnaissant la désignation de M. Atiglo Kpotor en qualité de chef de canton de Bolou en remplacement de M. Agbozo Komlan.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Agbozo Komlan en qualité de chef de canton de Bolou (circonscription de Tsévié).

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de fonctions de 60.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 123/PR/INT du 16-8-63. — Sont et demeurent rapportés les arrêtés nos 249-PM-INT du 14 octobre 1959 destituant M. Djinsa Konto de ses fonctions de chef de canton d'Adélé et 250 du 14 octobre 1959 reconnaissant la désignation de M. Nayo Wadjila comme chef de canton d'Adélé en remplacement de M. Djinsa Konto.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Djinsa Konto en qualité de chef de canton d'Adélé (circonscription d'Atakpamé).

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de fonctions de 60.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 124/PR/INT du 16-8-63. — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n°s 296/PM/INT du 8 décembre 1959 en ce qui concerne la destitution de M. Samedi Gassou comme chef de canton de Baguida et 9/PM/INT du 11 janvier 1960 en ce qui concerne la reconnaissance de la désignation de M. Sanni Togbé Michel comme chef de canton de Baguida en remplacement de M. Samedi Gassou.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Samedi Gassou en qualité de chef de canton de Baguida (circonscription de Lomé).

L'intéressé aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de fonctions de 90.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

La présente arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 125/PR/INT du 16-8-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 68/PM/INT du 17 mars 1959 destituant M. Danhoui Oussounou de ses fonctions de chef supérieur de Nuatja.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Danhoui Oussounou en qualité de chef supérieur de Nuatja.

L'intéressé aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de fonctions de 144.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

*ARRETE N° 106/PR/MIN. DEF. NAT. du 5 août 1963 portant création de l'état-major de la défense nationale et suppression du cabinet militaire.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,  
MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la constitution du 11 mai 1963;

Vu le décret n° 63-56 du 14 mai 1963, relatif à la composition du Gouvernement togolais;

Vu la décision n° 12-D/PR. du 31-1-63, portant attribution de fonction aux officiers de l'armée nationale togolaise;

Vu la décision n° 13-D/PR. du 31-1-63 portant attribution de fonction à des officiers français de l'assistance technique militaire,

### ARRETE :

Article premier. — A compter du 1<sup>er</sup> février 1963, il est créé un état-major de la défense nationale.

Art. 2. — A compter de la même date, le cabinet militaire, fonctionnant au sein du ministère de la défense nationale est dissout.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 août 1963.

N. Grunitzky

### Promotion

N° 107/PR/MDN du 5-8-63. — A compter du 1<sup>er</sup> août 1963 les gendarmes de 2<sup>e</sup> classe dont les noms suivent sont promus gendarmes de 1<sup>re</sup> classe.

— Blakimé Tassindja — Aziabou-Komlan Paul.

— Essè Bernard

A compter de la même date, les intéressés percevront les émoluments mensuels correspondant à leurs grade et échelon désignés ci-après, ainsi que les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

Blakimé Tassindja, gendarme de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice 510.

Essè Bernard, gendarme de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice 510.

Aziabou Komlan Paul, gendarme de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice 510

### Intégrations

N° 138-D/PR/MDN du 5-8-63. — Les personnels désignés ci-après sont intégrés dans l'armée nationale togolaise, 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie togolaise, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1963.

Komi Symphorien, sergent-chef de 2<sup>e</sup> échelon, indice 750 — célibataire

Djamané Kolani, caporal-chef de 4<sup>e</sup> échelon, indice 470 — marié 1 enfant

Akouta Alassani, caporal-chef de 4<sup>e</sup> échelon, indice 470 — marié 4 enfants.

Alagra Kpatina, caporal-chef de 4<sup>e</sup> échelon, indice 470 — marié 2 enfants

Lékadé Raphaël, caporal de 2<sup>e</sup> échelon, indice 290 — marié 2 enfants

Sédah Antoine, caporal de 3<sup>e</sup> échelon, indice 310 — marié 1 enfant

Laba Augustin, caporal de 3<sup>e</sup> échelon, indice 310 — marié 6 enfants,

Lamboni Bamenante, caporal de 3<sup>e</sup> échelon, indice 310 — marié 1 enfant

Tassiba Koussanta, caporal de 3<sup>e</sup> échelon, indice 310 — marié 3 enfants

Lamboni Tadjomé, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 1 enfant

Koutchabo Kpangou, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 4 enfants

Damobè Tamel, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 275 — marié 4 enfants

Bamoike Yemdam, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 275 — marié 2 enfants

Awissoba Tchaou, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 5 enfants



Akaté Kataka, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 275 — marié 2 enfants

Akona Djato, soldat de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice 230 — marié 5 enfants

Banabaya Basséré, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 275 — marié 4 enfants

Kodjo Totré, soldat de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, indice 245 — célibataire

Tchapou Kpapou, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 4 enfants

Bayamna Siakou, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 4 enfants

Lakpatatchao Simbéa, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 2 enfants

Salekouma Farakounan, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 3 enfants

Adjaka Tchota, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 275 — marié 2 enfants

Téné Aratime, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 4 enfants

Ayassor Agoliba, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 7 enfants

Kpayo Koua, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 275 — marié 2 enfants

Tchabani Ako, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 275 — marié 2 enfants

Atchambao Sarè, soldat de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, indice 245 — marié 5 enfants

Kerim Moumouni, soldat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 260 — marié 6 enfants

Kolani François, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 275 — marié 1 enfant

Kpessou Pierre Léo, soldat de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, indice 215 — marié 1 enfant.

A compter de la même date les intéressés percevront la solde et les indemnités correspondant à leurs grade et échelon. Ils percevront également les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

N° 139-D/PR/MDN du 5-8-63 — Les personnels désignés ci-après sont intégrés dans l'armée nationale togolaise, 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie togolaise, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1963.

Caporal-chef Batalaki Tolou 4<sup>e</sup> échelon, indice 470 — 8 enfants

Soldat 1<sup>re</sup> classe Boudoulou Kadjagnon 1<sup>er</sup> échelon, indice 230 — marié 2 enfants

A compter de la même date les intéressés percevront la solde et les indemnités correspondant à leurs grade et échelon. Ils percevront également les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

#### Engagement

N° 140-D/PR/MDN du 5-8-63 — A compter du 1<sup>er</sup> août 1963, le candidat ci-après est admis dans la gendarmerie territoriale avec le grade et l'indice d'incorporation suivants :

Halatoko Benoît — gendarme de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 350.

A compter de la même date l'intéressé percevra la solde et les indemnités correspondant à ses grade et échelon. Il percevra également les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

#### Licenciements

N° 141-D/PR/MDN du 5-8-63. — A compter du 1<sup>er</sup> août 1963, le gendarme de 2<sup>e</sup> classe Lalassou Kombaté, matricule n° 1981 en service au peloton de gendarmerie mobile d'Akposso, est licencié du corps de la gendarmerie mobile pour mauvaise manière habituelle de servir.

— L'intéressé sera rayé des contrôles des forces armées nationales togolaises et de la gendarmerie mobile togolaise pour compter du 31 juillet 1963.

— La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

N° 148-D/PR/MDN du 17-8-63 — A compter du 1<sup>er</sup> septembre 1963, le gendarme de 2<sup>e</sup> classe Amegbleame Koffi, matricule n° 2429 en service à la portion centrale du corps à Lomé est licencié par réforme définitive pour inaptitude au service armé. Il sera rayé des contrôles de la gendarmerie mobile le 31 août 1963.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

#### Affectation

N° 144-D/PR/MDN du 9-8-63 — A compter du 10 août 1963, le lieutenant Assila James, en service à l'état-major de la défense nationale est mis provisoirement à la disposition du commandant du bataillon d'infanterie à Lomé.

#### Radiation

N° 145-D/PR/MDN du 9-8-63 — A compter du 1<sup>er</sup> août 1963, le caporal-Chef Alagra Kpatina est rayé des contrôles de l'armée nationale togolaise pour inaptitude physique.

L'intéressé sera aligné en solde et percevra les prestations familiales jusqu'au 31 juillet inclus.

#### Révocation

N° 146-D/PR/MDN du 12-8-63. — A compter du 15 août 1963, le gendarme de 2<sup>e</sup> classe Pandamé Bangoli, matricule n° 2322, en service au peloton de gendarmerie



mobile d'Anécho est révoqué pour fautes graves dans le service et contre l'honneur. Il sera rayé des contrôles du corps le 14 août 1963.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

#### Rectificatif

**RECTIFICATIF** du 5-8-63 à la décision n° 93/D-PR/MIN/DEF/NAT. du 20 mai 1963 portant intégration des militaires de l'armée nationale togolaise dans les nouvelles catégories hiérarchiques, grades et échelonnement indiciaires.

#### Gendarmerie mobile

##### Au lieu de :

Nanda Laré, gendarme 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice 270 — peloton de Tsévié

Laré Nassimongué, gendarme 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice 270 — peloton de Tsévié

Akibodé Alexis, gendarme 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice 270 — centre d'instruction de Lomé.

##### Lire :

Nanda Laré, gendarme 2<sup>e</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon, indice 390 — peloton de Tsévié

Laré Nassimongué, gendarme 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, indice 350 — peloton de Tsévié

Akibodé Alexis, gendarme 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, indice 335 — centre d'instruction de Lomé.

(Le reste sans changement).

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Compte administratif

N° 18/INT/MFEP/MF du 3-8-63. — Le compte administratif de la commune d'Anécho, exercice 1962, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : sept millions cent soixante dix sept mille trois cent quatre vingt quatorze francs (7.177.394 francs).

En dépenses à la somme de : cinq millions sept cent quatre vingt neuf mille deux cent deux francs (5.789.202 francs) faisant apparaître un excédent de recettes de : un million trois cent quatre vingt huit mille cent quatre vingt douze francs (1.388.192 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1963.

Sont annulés les crédits restant disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1962 et s'élevant au total à : sept cent vingt quatre mille quatre cent quatre vingt dix francs (724.490 francs).

#### Budget additionnel

N° 19/INT/MFEP/MF du 3-8-63. — Le budget additionnel de la commune d'Anécho, exercice 1963, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : un million sept cent soixante et un mille cinq cent cinquante huit francs (1.761.558 francs).

#### Annulations et ouvertures de crédits

N° 54/INT du 7-8-63. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription d'Anécho, exercice 1963 :

**Chapitre II** — Service d'administration rég. (Pers.)

Article 5 — Pensions et allocations viagères 151.254

**Chapitre V** — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien.

Article 1 — Entretien des routes et ponts 318.746

470.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription d'Anécho, exercice 1963 :

**Chapitre III** — Service d'administration rég. (Matériel)

Article 2 — Frais de bureau . . . . . 130.000

**Chapitre IV** — Service des travaux rég. (Pers.)

Article 2 — Traitement du personnel non titulaire. . . . . 150.000

Article 3 — Indemnités et gratifications diverses. . . . . 30.000

**Chapitre X** — Dépenses diverses

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques 50.000

Article 2 — Secours et assistance publique 50.000

Article 5 — Cotisations à la C.C.P.F.T. . . 55.000

Article 6 — Versement au budget général des retenues de taxe progressive . . . . . 5.000

470.000

#### Agents d'état-civil

N° 56/INT du 8-8-63. — Sont nommées ou confirmées en qualité d'agents de l'état-civil, pour les centres d'état-civil ci-après désignés, les personnes dont les noms suivent :

#### Circonscription d'Anécho

Centre de Zébé : M. Gbadoé Blaise, secrétaire administratif

Centre de Kéta-Akoda : M. Abbey Raymond, secrétaire administratif

Centre d'Anfoin : M. Koumaglo EmEmanuel, secrétaire administratif

Centre de Badougbé : M. Adansou Comlan, secrétaire administratif  
 Centre de Togoville : M. Afognon Pierre, secrétaire administratif  
 Centre de Vogan : M. Kalipé Ferdinand, secrétaire administratif  
 Centre d'Akoumapé : M. Johnson Symphorien, secrétaire administratif  
 Centre d'Attitogon : M. Kouassi Anatole, secrétaire administratif  
 Centre de Vokoutimé : M. Ayih Mathias, secrétaire administratif  
 Centre d'Afagnan : M. Adankpo Adolphe, secrétaire administratif  
 Centre d'Amégnan : M. Houédakor John, secrétaire administratif  
 Centre d'Aklakou : M. Batossi Gilbert, secrétaire administratif  
 Centre du Bas-Mono (Avévé) M. Adoté Emmanuel, secrétaire administratif  
 Centre de Porto-Séguuro : M. Posset Désiré, secrétaire administratif

#### *Circonscription de Tsévié*

Centre d'Agbatopé : M. Aladé Paul  
 Centre de Davédi : M. Baka Florent  
 Centre d'Agbélouvé : M. Kodégui Raphaël, secrétaire du chef de canton  
 Centre de Bagbé : M. Aziadomé Clément  
 Centre de Bogamé : M. Edjallé Marcellin  
 Centre de Bolou-Kpeta : M. Siabi Traugott, secrétaire du chef de canton  
 Centre d'Alokoégbé : M. Edzou Simplicie  
 Centre de Gatigblé : M. Missodé Louis, moniteur d'enseignement  
 Centre de Klokpoé : M. Adongouh Théophile  
 Centre de Bolou-Centre : M. Passah K. Christian  
 Centre d'Ativémé : M. Attenou Dominique  
 Centre de Dalavé : M. Amoussou Sossou  
 Centre de Davié : M. Gbafa Théophile  
 Centre d'Assomé : M. Segla Joseph  
 Centre de Gapé : M. Dakou Jules  
 Centre de Wonougba : M. Assogba Michel  
 Centre de Kodjo : M. Kouma Gaba Eugène  
 Centre de Koviépé : M. Atidokpo Timothée  
 Centre d'Abobo : M. Ehon Simon  
 Centre d'Adangbé : M. Assilekpe Léonard  
 Centre de Djagblé : M. Ahly Paul  
 Centre de Fongbé : M. Edah Christian, moniteur d'enseignement  
 Centre de Gamé : M. Alemawo François  
 Centre de Gati : M. Nessey Benoît  
 Centre de Hayé : M. Lokou Abiou Michel, infirmier  
 Centre de Wli : M. Dogble Happy  
 Centre d'Aképe : M. Yawo Messan Gabriel

#### *Circonscription de Nuatja*

Centre de Chra : M. Telou Gerson

#### *Circonscription de Klouto*

Centre Agomé-Yoh : M. Gédéon Tsally X, chef canton

Centre Agomé-Tomégbé : M. Abel Dagadzi Nyaga IV, chef village  
 Centre de Kouma-Tokpli : M. Kpodzro Tchéyi, secrétaire chef canton  
 Centre de Kouma-Adamé : M. Agbezugue Michel  
 Centre de Kouma-Tsamé : M. Gogo Jacques  
 Centre de Hanyigba-Dougan : M. Adonoutse Christian  
 Centre de Bogo-Ahlon : M. David Gassou IV, chef canton  
 Centre de Danyi-Atigba : M. Kpegba Jonas, chef canton  
 Centre de Danyi-Kakpa : M. Hini Gbedze X, chef canton  
 Centre de Danyi-Koudjragan : M. Davon Agblézé  
 Centre de Danyi-Elavanyo : M. Doutsouy Winfried  
 Centre de Yikpa : M. Eklou Emmanuel, secrétaire chef canton  
 Centre de Kpimé-Tomégbé : M. Kedzi Grégoire, secrétaire chef canton  
 Centre de Lavié-Huimé : M. Gédéon Gbaga VII, chef canton  
 Centre d'Akata-Agamé : M. John K. Adassou VI, chef canton  
 Centre d'Akata-Dzokpé : M. Agbekonyi Daniel  
 Centre d'Agou-Nyogbo : M. Yeboa Edouard  
 Centre d'Agou-Akplolo : M. Winfried A. Gbedze VI, chef canton  
 Centre d'Agou-Yiboé : M. Agbétoglo Benjamin, secrétaire chef canton  
 Centre de Katikopé : M. Kodzo Gabriel  
 Centre d'Agou-Kébou-Kpéta : M. Zegue Rudolphe, secrétaire chef canton  
 Centre d'Agou-Tavié Tomégbé : M. Charles Egon Paniah II, chef canton  
 Centre d'Atigbé-Dzogbépimé : M. Agblami Boniface, secrétaire chef canton  
 Centre d'Assahoun-Fiagbé : M. Apedoh Pierre, secrétaire chef canton  
 Centre de Gadjagan : M. Yawo Laurence Pierre, secrétaire chef canton  
 Centre de Kologan : M. Atsou Simon  
 Centre de Agotimé-Adjakpa : M. Koudadze Etienne  
 Centre d'Amoussoukopé : M. Galley Gabriel  
 Centre d'Agotimé-Zoukpé : M. Samuel Pessika Tédokou, chef canton  
 Centre d'Agotimé-Adamé : M. Kouledome Patrice  
 Centre de Kpélé-Goudévé : M. Christophe Agbokou IV, chef canton  
 Centre de Kpélé-Adéta : M. Adzini Antoine  
 Centre de Kpélé-Elé : M. Amevor Rudolph  
 Centre de Tové-Ati : M. Deh Emmanuel  
 Centre de Gbalavé-Avénon : M. Wodzagbe Seth  
 Centre de Kpadapé : M. Agbobli K. Jean, secrétaire chef canton  
 Centre d'Agou-Agbétiko : M. Tsogbe Clément  
 Centre de Yokélé : M. Thomas Gbago III, chef village  
 Centre de Klounou : M. Ayewuame Pius  
 Centre de Tomé-Avéhogan : M. Agbozo Christian  
 Centre Woamé : M. Linus Kolagbe  
 Centre de Klo-Mayondi : M. Abodia Clément

Centre de Yéviépé : M. Adjabor Urbain.  
Centre de Nyivé : M. Egle Stéphan

*Circonscription d'Akposso*

Centre de Kpatégan : M. Efavi David

*Circonscription de Sokodé*

Centre d'Aléhéridé : M. Morou Grégoire.  
Centre de Katambara : M. Ouro-Akondo-Seidou  
Centre de Kéméni : M. Derman Abdoulaye  
Centre d'Ayengré : M. Bilanate Ambroise.  
Centre de Tchébébé : M. Pana Salomonssa Jean.  
Centre de Fasao : M. Adjito Léonard Ulisse.  
Centre de Kri-Kri : M. Issifou Sahadou.  
Centre de Koussountou : Mlle. Abalo Madéleine.  
Centre de Cambolé : M. Tchakaran Tao  
Centre de Agoulou : M. Gado Michel.  
Centre de Tchamba : M. Ali Yaya Michel.

*Circonscription de Lama-Kara*

Centre de Lama-Bas : M. Awade Philippe, secrétaire administratif  
Centre de Lama-Haut : M. Assima Roger, secrétaire administratif  
Centre de Kara : M. Akouesso Michel, secrétaire administratif  
Centre de Lassa-Bas : M. Yao Ferdinand, secrétaire administratif  
Centre de Lassa-Haut : M. Horou Wela Robert, secrétaire administratif  
Centre de Soumdina-Bas : M. Belei Michel, secrétaire administratif  
Centre de Soumdina-Haut : M. Mamah Etienne, secrétaire administratif  
Centre de Kodjené-Bas : M. Mundanou Nicolas, secrétaire administratif  
Centre de Landa-Pozenda : M. Komou Siou Rigobert, secrétaire administratif  
Centre de Sara-Kawa : M. Aloubilake Thomas, secrétaire administratif  
Centre de Piya : M. Kpiki Mèba Jules, secrétaire administratif  
Centre de Kodjené-Ht. n° 1 : M. Kabissa Alassani, secrétaire administratif  
Centre de Kodjené-Ht. n° 2 : M. Bodjona Jérôme, secrétaire administratif  
Centre de Tchitchao : M. Wari Christophe, secrétaire administratif  
Centre de Tcharé : M. Telou Chrétien, secrétaire administratif  
Centre de Yaolé : M. Edjamtole Jérôme, secrétaire administratif  
Centre de Bohoun : M. Tchimba Jean, secrétaire administratif  
Centre de Djamdé : M. Kpakpaou K. Patrice, secrétaire administratif

*Circonscription de Niamtougou*

Centre de Yaka : M. Sanhan Roger, secrétaire administratif  
Centre de Siou : M. Tifaya Christophe, secrétaire administratif

Centre de Baga : M. Guetaba Emile, secrétaire administratif  
Centre de Pouđa : M. Tendjena Joachim, secrétaire administratif  
Centre de Massédéna : M. Ezzo Alexandre, secrétaire administratif  
Centre de Défalé : M. Karsa Jean, secrétaire administratif  
Centre de Kadjalla : M. Lombo Justin, secrétaire administratif  
Centre de Léon : M. Anaï Christophe, secrétaire administratif  
Centre d'Anima : M. Agode Antoine, secrétaire administratif  
Centre d'Alloum : M. Tchamassi Nicolas, secrétaire administratif

*Circonscription de Pagouda*

Centre de Farendé : M. Tchibi Batassikinamé, secrétaire administratif  
Centre de Pessaré : M. Simefele Michel, secrétaire administratif  
Centre de Boufalé : M. Wede Francis, secrétaire administratif  
Centre de Sirka : M. Alazatcha Albert, secrétaire administratif  
Centre de Kétau : M. Doglan Sindjalim, secrétaire administratif

Les intéressés percevront une indemnité payable trimestriellement, conformément aux prescriptions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et à l'arrêté n° 49/INT/MFEP. du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, chapitre 12, article 6.

MM. les chefs de circonscription sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui, complétant l'arrêté n° 101/INT du 27 décembre 1962, entrera en application à compter de la date de prise de service des intéressés.

N°58/INT du 9-8-63 — Les personnes ci-après désignées sont nommées agents de l'état-civil dans les centres indiqués ci-dessous en remplacement des anciens agents dont les noms suivent :

*Circonscription d'Anécho*

Centre d'Agomé : M. Nayihoué Messanvi, en remplacement de M. Edeh Robert.

*Circonscription de Tabligbo*

Centre de Tchèkpo-Dédékpoe : M. Logo Antoine, secrétaire administratif en remplacement de M. Samboé Honoré.

*Circonscription de Tsévié*

Centre de Noépé : M. Segbaya Stanislas, en remplacement de M. Adekplovi Joseph.  
Centre de Mission-Tové : M. Daklou Lucien, en remplacement de M. Soglo Christian.  
Centre de Gblainvié : M. Agbokou Ambroise, en remplacement de M. Senawo Emmanuel.

Centre d'Ezor : M. Agboli Christophe, en remplacement de M. N'Tsouvi Joseph.

Centre de Yobomé : M. Djissenou, en remplacement de M. N'Tsouvi Joseph.

#### *Circonscription de Nuatja*

Centre de Dalia : M. Ahiakou Kodjo Mathieu, en remplacement de M. Somenou Antoine.

Centre de Tsagba : M. Ameada Laurent, en remplacement de M. Adaisso Amédji.

#### *Circonscription de Bassari*

Centre de Bassari II : M. Kpandja Gnadé, en remplacement de M. Tchapo Augustin.

Centre de Kabou : M. Daré Kpanté, en remplacement de M. Agba Pierre.

Centre de Bitjabé : M. Tourum Emmanuel, en remplacement de M. Gnon Kpanté.

#### *Circonscription de Pagouda*

Centre de Somdé : M. Edjewou Billet Sylvain, en remplacement de M. Semou Samuel.

Centre de Kéméri : M. Kollassiba Christophe, en remplacement de M. Mazina Salifou.

Centre de Kadjanga : M. Kamou Antoine, en remplacement de M. Sema Michel.

Centre de Solla : M. Kéyéwa Barthélémy, en remplacement de M. Gnaro Kossi.

#### *Circonscription de Kandé*

Centre d'Ataloté : M. Atékéni Jules Nassé, en remplacement de M. Tondja Aziabo.

Centre de Nadoba : M. Araba Hilaire, en remplacement de M. Napakou Hubert.

MM. les chefs de circonscription sont chargés de l'application du présent arrêté qui prend effet, dans chaque centre, pour compter de la date de prise de service du nouvel agent.

#### **Affectation**

N° 69-D/INT du 17-8-63. — M. Bamazi Sakie Jean, agent permanent, (employé de bureau) 6<sup>e</sup> catégorie échelle A en service à la circonscription administrative de Lama-Kara est remis à la disposition du Ministre de la Fonction Publique.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

#### **Licenciement-Engagement**

N° 66-D/INT du 7-8-63. — M. Aziambo Tondja, secrétaire du chef de canton d'Ataloté (circonscription de Kandé) est licencié de ses fonctions.

M. Atekeni Jules Nassé est engagé en qualité de secrétaire du chef de canton d'Ataloté en remplacement de M. Aziambo Tondja.

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de 54.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12 — article 6.

La présente décision prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> août 1963.

#### **Interdictions de séjour**

N° 55/INT du 7-8-63. — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République Togolaise est interdit, pour une durée de cinq ans, à compter du 10 septembre 1963, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Ichola Mémoudou, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1942 à Iloré (Nigeria), fils de Ichola Saïbou et de Djoé, sans profession et sans domicile, condamné pour vagabondage à trois mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 12 juin 1963 du Tribunal Correctionnel de Lomé (F.D. 11/3 11/3 5/23.232).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal ;

Les chefs de circonscription et le directeur de la Sûreté Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **VICE-PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE**

#### **MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN**

**ARRÊTE N° 152/VP/MFEP/SD du 3-8-63 fixant les conditions d'admission, modalités et programmes des concours de contrôleur des Douanes.**

#### **LE MINISTRE DES FINANCES,**

Vu la loi 58-66 du 1<sup>er</sup> décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République du Togo ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 portant modalité d'application du statut général de la fonction publique togolaise ;

Vu le décret 61-26 du 16 mars 1961 portant règlement sur la et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret 61-119 du 22 décembre 1961 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires des douanes ;

Vu les propositions du chef du service des douanes ;

#### **ARRÊTE :**

Article Premier. — Les concours professionnels pour l'emploi de Contrôleur des Douanes sont ouverts par un arrêté du Ministre de la Fonction Publique qui doit être publié au *Journal officiel* de la République togolaise, trois mois au moins avant la date fixée pour le début des épreuves. Cet arrêté détermine le nombre d'emplois mis en compétition, la date des épreuves écrites et la date de clôture du registre d'inscription.

Art. 2. — Tout candidat au concours professionnel prévu à l'article 17 du décret 61-119 du 22 décembre 1961 doit adresser sa demande par la voie hiérarchique au Ministre de la Fonction Publique ; cette demande doit préciser l'emploi pour lequel le candidat déclare postuler les matières à option choisies.

A cette demande sont annexées deux enveloppes timbrées au nom et adresse du candidat destinées à permettre respectivement de le convoquer aux épreuves écrites et de l'informer le cas échéant des conditions dans lesquelles il sera admis à subir les épreuves orales.

Art. 3. — Les demandes accompagnées des pièces y annexées doivent parvenir au Ministère de la Fonction Publique 30 jours au moins avant la date du début des épreuves.

Art. 4. — Le concours professionnel de contrôleur des Douanes compte des épreuves écrites et des épreuves orales suivantes :

#### *I — Epreuves écrites*

Epreuve n° 1 — une composition française sur un sujet d'ordre général intéressant la géographie et l'économie du Togo (durée trois heures : coef. 3).

Epreuve n° 2 — la rédaction d'une note sur une question douanière (durée trois heures : coef. 4).

#### *Epreuves orales d'admission*

Trois épreuves orales durant chacune vingt minutes environ.

1<sup>re</sup> épreuve : deux questions de service sur la réglementation et l'organisation des Douanes (coef. 2)

2<sup>e</sup> épreuve : une interrogation sur l'organisation politique et administrative du Togo (coef. 1)

3<sup>e</sup> épreuve : interrogation facultative de langue étrangère (coef. 1). Les notes obtenues n'entrent en compte dans le total des points pour le classement dans la mesure où elles excèdent la note moyenne.

Art. 5. — Les épreuves écrites et interrogations orales porteront sur les matières tirées du programme ci-après :

#### *Géographie et économie du Togo*

Le Togo, situation géographique et économique.

1°) L'agriculture et les productions énergétiques.

Productions et cultures végétales : cultures alimentaires arborescentes et cultures industrielles.

Productions animales — Pêches.

2°) L'Industrie dérivée des régions minérale, végétale et animale.

3°) Le Commerce :

Voies de communications : routes, voies ferrées, voies navigables. Principaux ports et lignes de navigations maritimes et aériennes.

Commerce extérieur : importations et exportations. Pays fournisseurs et pays clients. Volume des échanges. Commerce avec les pays du Marché Commun Européen. Voies de communications avec les autres pays.

#### *Législation et réglementation douanières*

I — Les droits de douanes. Principes généraux d'établissement et d'application des tarifs. Droits de sortie. Particularités du tarif au Togo. Droits ad valorem et droits spécifiques.

II — Contrôle du commerce extérieur et des changes. Licences d'importation et d'exportation. Modalités d'application.

III — Autres mesures de contrôles. Prohibitions. Contrôle sanitaire et phytosanitaire. Contrôle des films, disques. Importations des armes. Contrôle de la qualité.

IV — Les grands régimes : transit — admission temporaire — entrepôt — exportations temporaires.

Les régimes spéciaux : marchandises en retour, admissions exceptionnelles — franchises diplomatiques.

V — Le dédouanement : conduite et mise en douane — déclaration, vérification, valeur, espèce, recours à l'expertise.

#### *Organisation et fonctionnement du service des Douanes*

(Service des bureaux — service actif)

Bureaux — brigades — postes frontières — secteurs douaniers.

VI — Organisation générale de la surveillance sur les frontières de terre et de mer.

Collaborations entre bureaux et brigades : prise en charge des marchandises. Ecor — apurement des manifestes — dépôt — visite des voyageurs.

#### *Contentieux*

Caractères généraux du contentieux repressif douanier, les infractions : définition classification — les peines prévues définition caractéristique. Compétence des tribunaux — constatation et poursuite des infractions. Procès-verbal — information judiciaire — contrainte.

Transactions contentieuses — approbation — répartition du produit des amendes et confiscations.

#### *Comptabilité*

Liquidation des droits. Différents modes d'acquittement. Liaisons comptables entre Chef de Bureau et Trésorier-Payeur. Caisse, valeur de caisse — versement de fonds — documents mensuels — statistique du commerce extérieur — but et utilité — rôle du service.

VII — Organisation politique et administrative du Togo.

1°) La constitution — le système électoral.

2°) Les pouvoirs législatifs et exécutifs : organisation — attributions et rapports — la Cour Suprême — séparations des pouvoirs.

Organisation et rôle du Ministère de l'Intérieur. Les Régions — circonscriptions et postes administratifs — communes.

Rôle, attributions et organisation des grands services publics — Agriculture — Eaux et Forêts — Elevage — Education Nationale — Justice — Finances — Travaux Publics — Postes et Télécommunications — Santé. Les services centraux : Ministères — Cabinets.

Art. 6. — Les épreuves écrites et orales sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Indépendamment des notes obtenues aux épreuves écrites et orales il est attribué à chaque candidat une note unique d'écriture et de présentation de zéro à 20 avec coefficient 1 pour l'ensemble des épreuves.

Art. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1963

A. Meatchi

*ARRETE No 153/VP/MFEP/SD du 3-8-63 fixant les conditions d'admission, modalités et programmes des concours d'agent de constatation des Douanes.*

#### LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu la loi 58-66 du 1<sup>er</sup> décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République du Togo;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 portant modalité d'application du statut général de la fonction publique togolaise;

Vu le décret 61-26 du 16 mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République togolaise;

Vu le décret 61-119 du 22 décembre 1961 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires des douanes;

Vu le rapport du chef du service des douanes;

#### ARRETE :

Article Premier. — Le concours direct et le concours professionnel pour l'emploi d'agent de constatation des Douanes sont ouverts par un arrêté du Ministre de la Fonction Publique qui doit être publié au *Journal officiel* de la République Togolaise trois mois au moins avant la date fixée pour le début des épreuves. Cet arrêté détermine le nombre d'emploi mis en compétition, la date des épreuves écrites et la date de clôture du registre d'inscription.

Art. 2. — Ces concours ne comportent que des épreuves écrites. Ces épreuves sont notées de 0 à 20, toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 avec coefficient 1 sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

#### Concours direct

Art. 3. — Le concours direct comporte les épreuves écrites suivantes :

1°) une composition française sur un sujet d'ordre général — durée trois heures (coef. 3).

2°) une épreuve écrite de mathématiques — durée deux heures (coef. 3).

3°) l'établissement d'un tableau manuscrit comprenant des opérations simples de calcul — durée 1 heure (coef. 1).

4°) une interrogation écrite sur la Géographie — durée deux heures (coef. 2).

5°) une interrogation facultative de langue vivante consistant dans la traduction sans dictionnaire d'un texte (niveau brevet premier cycle) allemand, anglais, italien, espagnol — durée 30 minutes (coef. 1). Les notes obtenues n'entrent en compte dans le total des points que dans la mesure où elles excèdent la note moyenne.

Art. 4. — Le nombre minimum de points exigé pour l'admission au concours direct est 133.

Art. 5. — Tout candidat au concours direct d'agent de constatation des Douanes prévu à l'article 22 du décret 61-119 du 22 décembre 1961 doit adresser sa demande au Ministère de la Fonction Publique. Cette demande doit préciser l'emploi pour lequel le candidat déclare postuler et les matières à option choisies. A cette demande est annexée outre : les pièces prévues à l'article 17 de la loi 58-66 du 1<sup>er</sup> décembre 1958 —

a) un curriculum vitae certifié sincère pour les candidats étrangers à l'administration ;

b) deux enveloppes timbrées au nom et adresse du candidat destinées à permettre respectivement de le convoquer aux épreuves écrites.

Art. 6. — Les demandes accompagnées des pièces y annexées doivent parvenir au Ministère de la Fonction Publique 30 jours au moins avant la date du début des épreuves.

#### Concours professionnel

Art. 7. — Le concours professionnel d'agents de constatation des douanes comporte les épreuves écrites ci-après :

1°) la rédaction d'un rapport sur la législation et la réglementation douanière — durée 3 heures (coef. 3).

2°) une épreuve écrite d'arithmétique — solution de deux problèmes — durée deux heures (coef. 3).

3°) une interrogation écrite de géographie — durée deux heures (coef. 2).

4°) deux questions de service se rapportant aux attributions des agents de constatation — durée deux heures (coef. deux).

Art. 8. — Tout candidat au concours professionnel d'agent de constatation des douanes prévu à l'article 22 du décret 61-119 du 22 décembre 1961 doit adresser sa demande par la voie hiérarchique au Ministère de la Fonction Publique. Cette demande doit préciser l'emploi pour lequel le candidat déclare postuler et les matières à option choisies.

A cette demande sont annexées deux enveloppes timbrées au nom et adresse du candidat destinées à permettre respectivement de le convoquer aux épreuves écrites.



Art. 9. — Pour le concours direct les épreuves écrites porteront sur les matières tirées du programme ci-après :

#### *Mathématique*

Solution de deux problèmes du niveau du brevet d'études du 1<sup>er</sup> cycle, mais ne faisant pas appel à des notions d'arithmétique théorique : les quatre règles, les fractions, les mélanges, les alliages, les partages proportionnels, les intérêts simples, le calcul des surfaces et des volumes simples, les notions générales de système métrique.

#### *Géographie*

Le Togo — Situation — Principales ressources : agricoles, industrielles et minières.

Voies de communications — liaisons avec l'extérieur — Commerce — Importations et exportations : Principaux produits — Volume des échanges — Pays fournisseurs — Pays clients.

#### *L'Afrique*

Situation démographique : mouvement, répartition.

Principales formes d'activité économique : agriculture, industrie, commerce, moyens de transports, voies navigables, routes, voies ferrées et aériennes, marine marchande.

Conditions physiques, humaines et administratives, variétés de ressources.

Importations et exportations : Principaux produits — Pays fournisseurs — Pays clients.

Art. 10. — Pour le concours professionnel les épreuves écrites porteront sur les matières tirées du programme ci-après.

#### *Législation et réglementation douanières*

Même programme que pour le concours professionnel de contrôleur.

#### *Arithmétique*

Même programme que le programme de mathématique repris à l'article 9 pour le concours direct d'agent de constatation.

#### *Géographie*

Même programme que pour le concours direct (voir article 9).

Les deux questions de service se rapportant aux attributions des agents de constatation seront tirées du programme de législation et réglementation douanières prévu ci-dessus.

Art. 11. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1963

A. Meatchi

#### **Délégation de signature**

N° 163/VP/MFEP/MF du 14-8-63 — M. Akwei Emmanuel, adjoint au chef du service des finances, est délégué dans les fonctions d'ordonnateur du budget général du Togo, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Bédou Benoît, chef du service des finances, ordonnateur-délégué, titulaire.

M. Akwei est habilité à signer toutes les pièces comptables et à assurer l'expédition des affaires courantes et urgentes.

#### **Autorisations de paiement**

( N° 338-D/MFEP/FA du 3-8-63 — Est autorisé le paiement à M. Akakpo André, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise, 17, N.Y (USA) 801, second avenue, 801-son compte n° 015-001202 ouvert à la Chemical Bank New York, de la somme de huit cent seize dollars trente trois centimes US. (dollars 816,33) soit deux cent mille un francs CFA (200.001) représentant le montant de la délégation de crédit accordée à l'ambassade togolaise togolaise pour la célébration des fêtes du troisième anniversaire de l'indépendance du Togo.

Une somme de deux cent cinq mille neuf cent quatre vingt quatre francs (205.984) CFA, représentant le montant de la somme destinée à l'ambassadeur du Togo conformément aux termes de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus et les frais de virement télégraphique sur New-York s'élevant à la somme de cinq mille neuf cent quatre-vingt trois (5.983) francs cfa, sera mandatée dans un délai de 15 jours par les soins du service des finances de la République togolaise à Lomé au nom de la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé, sur présentation d'un mémoire.

Le directeur de la BAO à Lomé se chargera du virement télégraphique par anticipation, des devises de 816,33 US sur les Etats-Unis, immédiatement après la signature du présent acte.

Les justifications correspondant à ces dépenses devront parvenir en triple exemplaire au ministre des finances au plus tard le 30 juin 1963.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 30, article 6.

N° 340--D/MFEP/MF/F du 6-8-63. — Est autorisé le paiement au profit de M. Anani Ignacio Santos, de la somme de six mille trois cent cinquante trois (6.353) francs représentant le montant des dépenses d'appel auxquels la République togolaise a été condamnée par arrêts nos 34 et 35.

Cette somme sera mandatée au nom de l'intéressé et versée à son compte n° 2593 — B.N.C.I — Lomé.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 29, article 13 (clos).

N° 367-D/MFEP/MF/F du 14-8-63 — Est autorisé le mandatement au nom du receveur principal des postes et télécommunications du Togo à Lomé, de la somme de douze millions (12.000.000) de francs représentant le montant des frais de correspondances officielles, en franchise pour l'année 1963.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 29, article 4.



**Affectations**

N° 347-D/MF/SD du 9-8-63 — M. Ekou-Natey Michel, contrôleur principal 1<sup>er</sup> échelon, rappelé à l'activité par arrêté n° 156/MFP du 6 mai 1963, est affecté au bureau des douanes de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 358-D/MFEP/MF/SD du 14-8-63 — M. Ogoudjobi Isaac, préposé 1<sup>er</sup> échelon stagiaire, qui a terminé son stage de la formation militaire au camp de la gendarmerie mobile, est affecté au poste de Noépé en complément d'effectif.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> août 1963.

N° 359-D/MFEP/MF/SD du 14-8-63 — M. Assiongbon Just Frumens, préposé 4<sup>e</sup> échelon en service au poste des douanes de Zolo, est nommé chef de ce poste par intérim, en remplacement de M. Houndjo Gaudens, titulaire d'un congé administratif.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> août 1963.

**Indemnités**

N° 334-D/MF/MTP/CFT du 1<sup>er</sup>-8-63 — Une indemnité d'accident de travail de vingt mille trois cent soixante (20.360 francs) est allouée à l'agent permanent Agbémabiasé Togboui, en service au CFT, victime d'un accident le 19 juin 1961.

La dépense est imputable au budget annexe des CFT, exercice 1963, chapitre 2, article 6, paragraphe 5.

N° 343-D/MF/MTP/CFT du 6-8-63 — Une indemnité d'accident de travail de cinquante quatre mille francs (54.000) francs est allouée à l'agent permanent Ahouayé Anani, en service au CFT, victime d'un accident de travail le 10 octobre 1961.

La dépense est imputable au budget annexe des CFT, exercice 1963, chapitre 2, article 6, paragraphe 5.

N° 364-D/MFEP/FS du 14-8-63 — Une indemnité de cent cinquante mille (150.000) francs CFA est allouée à titre de frais de première installation à M. Kéké Michel, licencié es-lettres et titulaire du diplôme d'études supérieures de lettres classiques, attaché culturel à l'ambassade du Togo à Paris.

Pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1963, date d'affectation à son poste, M. Kéké Michel percevra une indemnité mensuelle de fonction de soixante mille (60.000) francs cfa.

La dépense est imputable au budget général du Togo, chapitre 10, article 4, exercice 1963.

**Frais de transport**

N° 350-D/VP/MF du 10-8-63 — Sont pris en charge par le budget général du Togo les frais de transport du représentant de la République togolaise au congrès du centenaire de la croix rouge internationale à Genève (Suisse).

Une réquisition de passage sera délivrée à M. B.T. Dovi, secrétaire général de la croix rouge togolaise (CRT).

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 28, article 2.

N° 366-D/MFEP/MF/FS du 14-8-63 — Est accordé à M. Georges Apédo-Amah, ministre des Affaires Etrangères, le remboursement des frais de transport des bagages d'une somme de soixante sept mille trois cent soixante quinze francs (67.375), supportés par lui au cours de sa mission en Ethiopie en juin 1963.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 28, article 2.

**Allocations temporaires**

N° 158/VP/MFEP/F/FR du 6-8-63 — Le taux des allocations temporaires servies aux anciens agents de l'administration dont les noms suivent est ainsi fixé pour l'année 1963:

**Circonscription de Lomé**

Adjallé Kodjo, ex-agent du chemin de fer . . . . . 15.000

**Circonscription de Klouto**

Kodjo Laurent, ex-agent du chemin de fer . . . . . 18.000  
Yibor John, dit John Bull, ex-agent de l'administration 18.000

**Circonscription de Sokodé**

Idrissou Ouro, ex-serre freins des travaux neufs . 18.000  
Borona, tuteur légal des enfants de feu Bianou Kamara, ex-agent de l'administration . . . . . 18.000

**Circonscription de Bajilo**

Idrissou Gouni, ex-agent de l'administration . . . 18.000  
Blantaré Aguidi, ex-agent de l'administration . . . 18.000

Ces allocations temporaires annuelles, payables par trimestre et à terme échu, sont imputables au chapitre 2, article 3 du budget général du Togo, exercice 1963 à l'exception de celles accordées à MM. Adjallé Kodjo et Kodjo Laurent, ex-agents des CFT., qui sont imputables au budget annexe des C.F.T., exercice 1963.

Le chef du service des finances, ordonnateur-délégué et le directeur du réseau des chemins de fer et wharf, ordonnateur secondaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

**Allocation viagère**

N° 344-D/MTP/CFT du 6-8-63 — L'allocation viagère de 671,50 par jour accordé pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1948 à M. Komlan Kodjo, ex-manoœuvre des C.F.T., accidenté de travail suivant arrêté n°785/CFT du 7 octobre 1948

est portée à quarante deux mille cinq cent soixante quatre francs (42.564) par an pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

Cette allocation est payable trimestriellement et à terme échu.

La dépense est imputable au budget annexe des chemins de fer et wharf du Togo, chapitre 2, article 6, paragraphe 4, exercice 1963.

#### Pension

N° 155/VP/MFEP/F/FR du 6-8-63 — Une pension proportionnelle (pourcentage 34%) au montant annuel de cinquante deux mille huit cent soixante douze (52.872) francs cfa est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M. Adjissékou André, ouvrier principal 2<sup>e</sup> échelon du cadre local des chemins de fer du Togo (précédemment ouvrier principal de 1<sup>re</sup> classe, indice 375), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1963.

Il est en outre accordé à M. Adjissékou André, une rente viagère d'invalidité dont le pourcentage est fixé à 50% du minimum vital.

Le montant annuel de la rente viagère d'invalidité accordée ci-dessus est fixé à vingt cinq mille quatre cents (24.400) francs cfa pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

#### Majorations pour enfants

N° 154/VP/MFEP/F/FR du 6-8-63 — Le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée par arrêté n° 35/MF/FR du 17 février 1960 à M. Messan Edoh Nador, ouvrier hors classe du cadre local des travaux publics du Togo en retraite est porté de 15% à 20 % de sa pension (99.760) francs cfa l'an pour compter du 20 mai 1962 au titre de son enfant (5<sup>e</sup> rang) dénommé :

Gilbert Kangni, né le 13 février 1946.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à dix neuf mille neuf cent cinquante deux (19.952) francs cfa pour compter du 20 mai 1962.

N° 157/VP/MFEP/F/FR du 6-8-63 — Le taux de la majoration pour famille nombreuse accordée par l'arrêté n° 107/MFAE/MF/FR du 9 avril 1962 à M. Gaba Pierre, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe du cadre local secondaire des travaux publics du Togo en retraite, est porté de 15% à 20 % de sa pension principale (74.528 francs cfa) pour compter du 7 janvier 1962 au titre de son enfant (5<sup>e</sup> rang) dénommé Justin, né en août 1942.

Le taux de cette majoration est porté à 25% pour compter du 13 octobre 1962 au titre de son enfant (6<sup>e</sup> rang) dénommé Ayawovi Paulina, née le 13 octobre 1946.

Le montant annuel de ces majorations est fixé à quatorze mille neuf cent cinq (14.905) francs cfa pour compter du 7 janvier 1962.

Dix huit mille six cent trente deux (18.632) francs cfa pour compter du 13 octobre 1962.

#### Secours exceptionnel

N° 348-D/FR du 10-8-63 — Un secours exceptionnel de cent mille francs cfa (100.000frs) est accordé à M. Habaudi Wisenan Zengeni, Vice-Président à Roving ambassadeur Pan-African Socialist Union of Zimbabwe) de passage à Lomé.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget général du Togo, chapitre 37, article 4, exercice 1963.

#### Secours temporaire

N° 156/VP/MFEP/F/FR du 6-8-63 — Est renouvelé pour une période de trois ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963, le secours temporaire accordé par arrêté n° 145/MFAE/F/FR du 28 juillet 1960 à Mme Adjévi Régina, demeurant à Lomé, veuve du commis d'administration principal de 3<sup>e</sup> classe Adjévi Symphorien, décédé le 11 juillet 1946.

Le montant annuel de ce secours est fixé à vingt mille (20.000) francs cfa.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo.

#### Secours après décès

N° 354-D/MTP/CFT du 14-8-63 — Un secours après décès de cinquante sept mille neuf cent quatre vingt dix neuf francs (57.999 frs) équivalant à trois mois de solde brute et de l'indemnité de sujétion de M. Gbégnon Pico, mécanicien de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon des chemins de fer et wharf du Togo, décédé à Lomé le 27 avril 1963, est accordé à ses enfants.

Ce secours sera mandaté au nom de M. Assogbavi Davéou Honorat, officier de police adjoint, en service au commissariat central de Lomé, tuteur légal des enfants du défunt, suivant certificat d'hérédité délivré par le maire de la ville de Lomé en date du 17 mai 1963.

La dépense est imputable au budget annexe des chemins de fer et wharf du Togo, exercice 1963, chapitre 1, article 4, paragraphe 1.

N° 365-D/VP/MFEP/FR du 14-8-63 — Un secours après décès de cinquante neuf mille cinq cent quatorze (59.514) francs cfa équivalant à trois mois de solde brute (indice 510-nouvelle hiérarchie) majorée de l'indemnité de sujétion de M. Kuévi Pascal, gendarme de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, décédé le 2 juin 1963, est accordé à Mme veuve Kuévi née Koumké Pétrine Atsoupi.

Ce secours est imputable au budget général du Togo, chapitre 8, article 4, exercice 1963.

#### Rôles

N° 149/MF/CD du 31-7-63. — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
146	Com. Lomé	B.N.C. . . . . . 18.000		
	»	I.G.R. . . . . . 4.656	22.656	
147	Com. Lomé	Taxe progressive . . . . .	8.835	31.491
		BUDGET COMMUNAL		
147	Com. Lomé	Taxe civique . . . . .	15.000	
148	»	Patentes . . . . . 50.032		
	»	C/a s/patentes . . . . . 10.006		
	»	Licences . . . . . 13.000		
	»	C/a s/licences . . . . . 2.600	75.638	90.638
		Total . . . . .		122.129

N° 150/MF/CD du 31-7-63. — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
149	Anécho	Taxe progressive . . . . . 23.444	25.343	
	Tabligbo	Taxe progressive . . . . . 1.899		
150	Palimé	Taxe progressive . . . . . 48.442	128.593	
	Nuatja	Taxe progressive . . . . . 2.513		
	Atakpanié *	Taxe progressive . . . . . 74.836		
	Akposso	Taxe progressive . . . . . 2.802		
151	Sokodé	Taxe progressive . . . . . 54.080	102.444	256.380
	Bafilo	Taxe progressive . . . . . 1.294		
	Bassari	Taxe progressive . . . . . 5.763		
	Lama-Kara	Taxe progressive . . . . . 6.230		
	Pagouda	Taxe progressive . . . . . 3.636		
	Niamtougou	Taxe progressive . . . . . 176		
	Mango	Taxe progressive . . . . . 14.096		
	Dapango	Taxe progressive . . . . . 17.169		
Total . . . . .				256.380

N° 151/MF/CD du 31-7-63. — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
158	Tsévié	Taxe progressive . . . . . 19.880	32.115	
	Anécho	Taxe progressive . . . . . 10.048		
	Tabligbo	Taxe progressive . . . . . 2.187		
à reporter . . . . .			32.115	

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
159		Report : . . . . .	32.115	
	Palimé	Taxe progressive . . . . .	55.262	
	Nutja	Taxe progressive . . . . .	3.458	
	Atakpamé	Taxe progressive . . . . .	79.761	
	Akposso	Taxe progressive . . . . .	5.929	
			144.410	
160	Sokodé	Taxe progressive . . . . .	38.209	
	Bafilo	Taxe progressive . . . . .	756	
	Bassari	Taxe progressive . . . . .	7.478	
	Lama-Kara	Taxe progressive . . . . .	4.310	
	Pagouda	Taxe progressive . . . . .	4.510	
	Niamtougou	Taxe progressive . . . . .	7.445	
	Kandé	Taxe progressive . . . . .	1.602	
	Mango	Taxe progressive . . . . .	15.994	
	Dapango	Taxe progressive . . . . .	27.721	
			108.025	
		Total . . . . .		284.550
				284.550

N° 159/MFEP/CD du 14-8-63. — Est pris en charge un rôle de régularisation, exercice 1963 ci-après :

Numéro du rôle	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DU ROLE	TOTAL
161	Com. Lomé	BUDGET GENERAL Taxe progressive . . . . .	5.434.272	5.434.272
161	Com. Lomé	BUDGET COMMUNAL Taxe pivative . . . . .	625.205	625.205
Total . . . . .				6.059.477

N° 160/MFEP/CD du 14-8-63. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
152	Com. Lomé	BUDGET COMMUNAL Taxe s/la valeur locat. . . . .	469.896	942.468
"	"	Taxe s/la valeur vénale . . . . .	10.130	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	462.442	
153	Com. Lomé	Taxe s/la valeur locat. . . . .	939.386	1.865.272
"	"	Taxe s/la valeur vénale . . . . .	46.524	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	879.362	
154	Com. Lomé	Taxe s/la valeur locat. . . . .	1.102.684	1.927.392
"	"	Taxe s/la valeur vénale . . . . .	4.800	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	819.908	
155	Com. Lomé	Taxe s/la valeur locat. . . . .	249.726	509.833
"	"	Taxe s/la valeur vénale . . . . .	12.000	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	248.107	
156	Com. Lomé	BUDGET GENERAL B.I.C. . . . .	731.600	5.244.965
157	"	B.I.C. . . . .	549.500	
Total . . . . .				1.341.100
Total . . . . .				6.586.065

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de six millions cinq cent quatre vingt-six mille soixante cinq francs est fixée au 20 juillet 1963.

N° 161/MFEP/CD du 14-8-63. — L'arrêté n° 121/MFAE/CD du 25 avril 1962 rendant exécutoires des rôles, exercice 1962 est modifié comme suit :

*Au lieu de :*

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET COMMUNAL				
201	Com. Anécho	Taxe s/ la valeur loc. . . . . 256.239 C.A. s/Taxe s/valeur loc. . . . . 25.562	281.801	500.749
202	Com. Anécho	Taxe s/valeur vénale . . . . . 57.677 C.A./s/Taxe s/valeur vénale . . . . . 5.731	63.408	
207	Com. Sokodé	C.A.s/Taxe civique . . . . .	155.540	
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
203	Com. Anécho	Taxe civique . . . . .	22.383.000	73.439.375
204	Com. Anécho	Taxe civique . . . . .	151.500	
205	Circ. Dapango	Taxe civique . . . . .	24.128.725	
206	Circ. Dapango	Taxe civique . . . . .	278.400	
207	Com. Sokodé	Taxe civique . . . . .	1.555.400	
208	Circ. Sokodé	Taxe civique . . . . .	11.200.000	
209	Circ. Kandé	Taxe civique . . . . .	5.832.400	
210	Circ. Kandé	Taxe civique . . . . .	35.700	
211	Circ. Nuatja	Taxe civique . . . . .	7.874.250	
Total . . . . .			73.940.124	

*Lire :*

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET COMMUNAL				
201	Com. Anécho	Taxe s/la valeur loc. . . . . 256.239 C.A./s/Taxe s/valeur loc. . . . . 25.562	281.801	345,209
202	Com. Anécho	Taxe s/valeur vénale . . . . . 57.677 C.A.s/taxe s/valeur vénale . . . . . 5.731	63.408	
207	Com. Sokodé	CA./s/taxe civique . . . . .	annulé	
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
203	Circ. Anécho	Taxe civique . . . . .	22.383.000	71.883.975
204	Circ. Anécho	Taxe civique . . . . .	151.500	
205	Circ. Dapango	Taxe civique . . . . .	24.128.725	
206	Circ. Dapango	Taxe civique . . . . .	278.400	
207	Com. Sokodé	Taxe civique . . . . .	annulé	
208	Circ. Sokodé	Taxe civique . . . . .	11.200.000	
209	Circ. Kandé	Taxe civique . . . . .	5.832.400	
210	Circ. Kandé	Taxe civique . . . . .	35.700	
211	Circ. Nuatja	Taxe civique . . . . .	7.874.250	
Total . . . . .				72.229.184

(Le reste sans changement).

N° 162/MFEP/CD du 14-8-63. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
162	Com. Sokodé	B.I.C. . . . . 515.400 I.G.R. . . . . 157.068	672,468	
163	Com. Bassari	B.I.C. . . . . 6.880 I.G.R. . . . . 24.384	31,264	
164	Com. Bassari	Taxe progressive . . . . .	18,870	
165	Circ. Bafilo	B.I.C. . . . . 800 I.G.R. . . . . 8,004	8,804	
166	Circ. Bafilo	Taxe progressive . . . . .	2,145	
167	Circ. Lama-Kara	B.I.C. . . . . 28.480 I.G.R. . . . . 27.516	55,996	
168	Circ. Pagouda	B.I.C. . . . . 37.440 I.G.R. . . . . 30.852	68,292	
169	Circ. Niamtougou	B.I.C. . . . . 25.600 I.G.R. . . . . 20.472	46,072	
170	Circ. Kandé	B.I.C. . . . . 10.400 I.G.R. . . . . 9.900	20,300	
171	Circ. Kandé	Taxe progressive . . . . .	3,200	
172	Circ. Mango	Taxe progressive . . . . .	13,350	
173	Circ. Dapango	B.I.C. . . . . 57.200 I.G.R. . . . . 40.644	97,844	
174	Circ. Dapango	Taxe progressive . . . . .	9,911	1,048,516
BUDGET COMMUNAL				
175	Com. Atakpamé	Taxe s/la valeur locative	755,980	
176	Com. Atakpamé	Taxe s/la valeur locative	424,451	1,180,431
Total . . . . .				2,228,947

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : deux millions deux cent vingt-huit mille neuf cent quarante sept francs est fixée au 12 août 1963.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

### Nomination-Affectation

N° 8-D/Cab/MAE du 30-7-63 — M. Kéké Michel, engagé par l' décision n° 538/MFP du 14-6-63 et mis à la disposition du ministre des Affaires étrangères, est nommé attaché culturel et affecté à l'ambassade du Togo à Paris.

Les émoluments de l'intéressé sont imputables au budget général, chapitre 10, article 4.

La présente décision a effet de date du 1<sup>er</sup> juin 1963.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

*ARRETE N° 33/MTP/Mines. du 7-8-63 portant modification de l'arrêté n° 12/MTP/TP du 9 mars 1962 portant autorisation de construire un dépôt d'hydrocarbures par la société AG.I.P. à Kpémé.*

### LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu le décret du 14 décembre 1927 portant réglementation des établissements classés dans la République togolaise;

Vu l'arrêté n° 417 du 20 juillet 1931 modifiant le tableau de classement des établissements classés, établi par arrêté n° 346 du 23 juin 1928;

Vu l'arrêté n° 415 du 19 septembre 1925 complétant le tableau joint à l'arrêté n° 346 du 23 juin 1928 classant les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'arrêté n° 351 du 14 mai 1947 créant un service d'inspection des établissements classés;

Vu l'arrêté n° 899 du 4 novembre 1955 modifiant l'arrêté n° 351 du 14 mai 1947;

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène;

Vu le procès-verbal d'enquête de commodo et incommode en date du 21 février 1962 du maire de la ville d'Anécho;

Vu la demande TEON/751 du 7 juin 1963 adressée par l'A.G. I.P. au directeur du service des mines,

### ARRETE :

Article premier — La société AGIP est autorisée à modifier, conformément aux plans n° 068 et n° 110 joints à sa demande, ses installations de dépôt d'hydrocarbures de Kpémé, en vue du stockage dans la même enceinte des bouteilles de gaz de pétrole liquéfié pour usage domestique.

Article 2. — En plus des mesures de sécurité indiquées par l'AGIP dans sa demande, des dispositions seront prises pour garantir le dépôt ou l'évacuer en cas d'incendie dans le voisinage. Les moyens de secours contre l'incendie devront être en rapport avec l'importance de l'installation.

Article 3. — Toutes les dispositions antérieures de l'arrêté n° 12/MTP/TP du 9 mars 1962, restent valables.

Article 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 août 1963

S. Aquereburu

### Enquête de commodo et incommode

N° 36/MTP/Mines du 17-8-63 — Une enquête de commodo et incommode est ouverte du 21 août 1963 au 4 septembre 1963 au sujet de l'installation de station de vente d'hydrocarbures à Lomé, angle ancien boulevard circulaire et route de Palimé, par la société Texaco.

Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau de M. le maire de la ville de Lomé, pendant quinze jours à partir du 21 août 1963 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

M. le maire de la ville de Lomé est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le ministre des travaux publics à Lomé.

### Commission

N° 35/MTP/Mines du 17-8-63 — Une commission composée de:

#### Président

M. Brym Moudjibou, ingénieur E.N.S.P.M.

### Membres

MM. Doufodji Renaud, chef section auto  
Agbénigan Romuald, responsable des visites techniques  
Brenner Charles, chef subdivision parc et matériel TP  
Le chef de l'arrondissement route  
Un représentant du ministère des finances  
Un représentant de la chambre du commerce  
Un représentant des transporteurs  
Un représentant du groupement des assurances  
Un représentant de la gendarmerie  
Un représentant de la sûreté nationale  
Un représentant de la justice  
Un représentant du service statistique  
Un représentant de la municipalité

se réunira sur convocation de son président pour procéder à la refonte complète de la réglementation routière en vigueur dans la République togolaise.

Le chef du service des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

### Affectations

N° 344-D/MTP du 6-8-63 — M. Kouévi Hippolyte, ingénieur des travaux publics est mis à la disposition du directeur du réseau des chemins de fer et wharf (service du port) en attendant la régularisation de sa situation administrative.

La présente décision aura effet pour compter du 10 juillet 1963, date de débarquement de l'intéressé.

N° 357-D/MTP du 14-8-63 — La décision n° 276/MTP. du 15 juillet 1963 portant affectations est et demeure rapportée pour compter de la date de signature de la présente décision en ce qui concerne M. Nadja Paul.

M. Ayayi Emmanuel, ouvrier principal 1<sup>er</sup> échelon en service à la subdivision des travaux publics du nord à Lama-Kara est affecté à la subdivision bâtiments sud à Lomé, en remplacement de M. Lantey Vitus.

M. Lantey Vitus, contremaître de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon en service à la subdivision bâtiments sud à Lomé, est affecté à la subdivision des travaux publics nord à Lama-Kara, en remplacement de M. Ayayi Emmanuel.

Les soldes des intéressés restent imputables au chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

### Indemnité forfaitaire

N° 356-D/MTP/TP du 14-8-63 — Il est accordé à compter du 5 août 1963, pendant 2 mois, à chacun des étudiants indiqués ci-après:

MM. Moreira Louis, Ouro Baguina, Melesusu Arsène, Adoko Jacques, élèves admis à l'école des travaux publics de Bamako, en stage pratique obligatoire dans les services des travaux publics à Lomé, une indemnité forfaitaire mensuelle de 10.000 francs (dix mille francs).

La dépense sera imputée sur les crédits fonds de travaux.



**Sanction disciplinaire**

N° 355-D/MTP/CFT du 14-8-63 — Un avertissement est infligé à M. Kuadjovi Jonas, chef de station de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des CFT, faisant fonction de chef de gare de Tsévié, pour le motif suivant:

«Le 25 juin 1963, n'a pas placé les signaux d'arrêt absolu en position fermée.

«infraction à l'article 1-15 et 2-53 du R.G.E.».

**Retrait de permis de conduire**

N° 34/MTP/Mines/SC du 7-8-63 — A compter de la date de notification du présent arrêté aux intéressés, les permis de conduire mentionnés ci-dessous sont retirés à leurs titulaires pour une durée de:

**1 mois**

Permis de conduire n° 5841 (VL) délivré à Lomé le 11 juin 1960 au nommé de Souza Kossivi Janvier, né à Anécho vers 1935, demeurant à Lomé 5, rue Bonaparte.

Permis de conduire n° 4133 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 27 juillet 1957 au nommé Tchangbatadang Betcheta, né à Ayengré (Sokodé) vers 1924, demeurant à Ayengré (Sokodé).

Permis de conduire n° 1642 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 5 décembre 1950 au nommé Zakari Maman, né à Sokodé en 1925, demeurant à Palimé, quartier Zongo.

Permis de conduire n° 3124 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 28 avril 1955 au nommé Samari Comlan, né à Tchébébé (Sokodé) vers 1930, demeurant à Tchébébé (circonscription de Sokodé).

Permis de conduire n° 4374 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 11 janvier 1958 au nommé Issaka Aboudou Karimou, né à Bafilo vers 1928, demeurant à Sokodé.

Permis de conduire n° 4355 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 4 janvier 1958 au nommé Simfci Kiakou Egoulou, né à Kolonaboua (Sokodé) vers 1929, demeurant à Sokodé.

Permis de conduire n° 5161 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 8 mai 1959 au nommé Darka Dogbèvi Théophile, né à Kpélé-Elé (Klouto) vers 1916, demeurant à Palimé (Sam-Kondji, maison Anago Kossi).

Permis de conduire n° 2985 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 23 décembre 1954 au nommé Kouassi Pierre, né à Anécho vers 1933, demeurant à Anécho.

Permis de conduire n° 4416 (VL.PL.) délivré à Lomé le 25 janvier 1958 au nommé Alidou Fousséni, né à Sokodé en 1933, demeurant à Lomé, quartier Zongo, rue des Haoussas.

Permis de conduire n° 3112 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 13 avril 1955 au nommé Yoko Jean, né à Agou-Nyogbo vers 1927, demeurant à Agou-Nyogbo (Klouto).

Permis de conduire n° 5684 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 26 janvier 1960 au nommé Avignon Clément, né à Agou-Koumahou vers 1941, demeurant à Agou-Koumahou (Klouto).

Permis de conduire n° 4619 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 4 juillet 1958 au nommé Agbeko Raymond Kodjo, né à Kpélé-Kponvié (Klouto) vers 1928, demeurant à Palimé, Atakpamé-Kondji (Klouto).

Permis de conduire n° 6093 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 21 novembre 1960 au nommé Dahoué Célestin, né à Tchikpé (Anécho) vers 1934, demeurant à Lomé, quartier Lom-Nava.

Permis de conduire n° 4827 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 23 octobre 1958 au nommé Sapa Seth, né à Agou-Nyogbo (Klouto) le 15 février 1930, demeurant à Agou-Nyogbo (Klouto).

Permis de conduire n° 5083 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 23 mars 1959 au nommé Amadou Inoussa, né à Palimé, quartier Zongo vers 1932, demeurant à Palimé.

Permis de conduire n° 5670 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 20 janvier 1960 au nommé Délékonon Marcellin, né à Cotonou (Dahomey) vers 1931, demeurant à Lomé 15, rue de Paris ou 15, rue de la Somme.

Permis de conduire n° 3337 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 8 novembre 1955 au nommé Lawani Djibril, né à Bafilo vers 1919, demeurant à Sokodé, quartier Didaouré.

Permis de conduire n° 2823 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 30 juin 1954 au nommé Arouna Salé, né à Lomé vers 1921, demeurant à Sokodé.

Permis de conduire n° 5338 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 28 août 1959 au nommé Tavianou Kouadzo, né à Kouvé-Logomé (Anécho) vers 1929, demeurant à Lomé, Béniglangto (Côté cimétière).

Permis de conduire n° 4643 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 17 juillet 1958 au nommé Takimbé Ayimon, né à Pagalam (Sokodé) vers 1932, demeurant à Mango.

Permis de conduire n° 1774 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 24 avril 1951 au nommé Tomti Samari Célestin, né à Sokodé vers 1924, demeurant à Sokodé, quartier Tchawanda.

Permis de conduire n° 6536 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 25 août 1961 au nommé Afanou Kouassi, né à Mango vers 1934, demeurant à Lomé, quartier Lom-Nava chez M. Yovo Gabriel, menuisier au CFT.

Permis de conduire n° 4601 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 13 juin 1958 au nommé Kpatcha Kokou, né à Atakpamé vers 1930, demeurant à Pagouda, quartier Sombé (circ. de Lama-Kara).

Permis de conduire n° 6618 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 18 septembre 1961 au nommé Gamadékou Komlanvi Jubilie, né à Anécho vers 1934, demeurant à Anécho.

Permis de conduire n° 3462 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 10 février 1956 au nommé Yovo Komé, né à Nuatja (Atakpamé) vers 1930, demeurant à Lomé.

Permis de conduire n° 5597 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 11 décembre 1959 au nommé Ségbéaya Simon, né à Afagnagan (Anécho) vers 1932, demeurant à Lomé 51, rue d'Atakpamé.

Permis de conduire n° 2848 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 5 août 1954 au nommé Agbéli Erasmus, né à Lanvié-Huimé (Klouto) vers 1928, demeurant à Palimé, quartier Noumétoukondji.

Permis de conduire n° 2251 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 10 septembre 1952 au nommé Alao Lassissi, né à Atakpamé le 15 août 1928, demeurant à Lomé, quartier Zongo.

Permis de conduire n° 3638 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 10 juillet 1956 au nommé Adam Morou, né à Sokodé vers 1924, demeurant à Sokodé.

Permis de conduire n° 4641 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 17 juillet 1958 au nommé Botcholé Maurice Atenoyou, né à Karé-Kouméa (Lama-Kara) en 1932, demeurant à Sokodé, quartier Barrière.

Permis de conduire n° 3201 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 29 juillet 1955 au nommé Afalo Tokété, né à Kandé vers 1927, demeurant à Sokodé, quartier Barrière.

Permis de conduire n° 3596 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 7 juin 1956 au nommé Botcho Karo, né à Panagalam (circ. de Sokodé) vers 1929, demeurant à Sokodé, canton et circonscription dudit.

### 3 mois

Permis de conduire n° 2411 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 6 mars 1953 au nommé Djoné Missigan Jean, né à Niamtougou vers 1926, demeurant à Sokodé, quartier Tchawada.

Les permis de conduire ci-dessus indiqués seront retirés des intéressés au moment de la notification du présent arrêté et expédiés à la direction des mines (service des carburants).

### 2 mois

Permis de conduire n° 3069 (VL.PL.) délivré à Lomé le 4 mars 1955 au nommé Lamboni Djibo, né à Barkoissi (Mango) le 14 novembre 1930, demeurant à Lomé-Tokoin.

Permis de conduire n° 6764 (VL.PL.TC.) (remorques et semi-remorques) délivré à Lomé le 25 novembre 1961 au nommé Amavi Ayité Simon, né le 3 janvier 1936 à Anfoin. Kpodzi, demeurant à Anfoin, quartier Kpodzi maison Awavi Afo, Anfoin (Anécho).

### 3 mois

Permis de conduire n° 5538 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 9 novembre 1959 au nommé Amana Kanam, né à Pya (Lama-Kara) vers 1932, demeurant à Lomé chez M. Magnan Alfa, agent de police, B.P. 444.

Permis de conduire n° 4592 (VL.PL.) délivré à Lomé le 3 juin 1958, au nommé Yacoubou Issaka, né à Sokodé en 1925, demeurant à Sokodé, quartier Didaouré.

### 4 mois

Permis de conduire n° 4918 (VL.PL.) délivré à Lomé le 27 novembre 1958 au nommé Dabouda Azoumaré, né à Dasso (cercle de Bassari) en 1933, demeurant à Sokodé, quartier Kossobio.

### 6 mois

Permis de conduire n° 3480 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 21 février 1956 au nommé Dayi Comlan Godwin, né à Agou-Agbétiko (Klouto) en 1930, demeurant chez M. Kpéto De Saba à Vogan (Anécho).

Permis de conduire n° 5944 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 20 août 1960, au nommé Mama Arouna, né à Kessibo (Akposso) en 1927, demeurant à Lomé, chez M. Alidou Seydou, quartier Zongo, maison Adam Tagba.

### 12 mois

Permis de conduire n° 2937 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 2 novembre 1954, au nommé Amevor Daniel, né à Agou-Agbétiko (Klouto) en 1930, demeurant à Agou-Agbétiko, cercle de Klouto.

Permis de conduire n° 2473 (VL.PL.TC.) délivré à Lomé le 16 mai 1953, au nommé Idrissou Issaka, né à Sokodé en 1917, demeurant à Sokodé, quartier Kamsadé.

Les permis ainsi retirés sont conservés à la direction des mines (section des carburants). Ils pourront être restitués à leurs titulaires dès l'expiration des périodes de suspension.

Il est interdit aux sus-nommés de conduire tout véhicule automobile pendant toute la période de retrait de leur permis, même accompagnés de personne titulaire de permis de conduire.

Le nommé Djondo François Jean, né Fada-N'Gourma (Haute-Volta) en 1913, titulaire de permis de conduire n° 8790 (VL) délivré à Niamey (République du Niger) le 7 juillet 1962 se voit retiré le droit de conduire en Républi-

que du Togo tout véhicule automobile, même accompagné d'une personne titulaire d'un permis de conduire pendant (6) six mois. Il pourra éventuellement se faire restituer son permis en République du Niger où il sera expédié.

Les récépissés délivrés éventuellement conformément aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 seront retirés et annulés dès la notification du présent arrêté aux intéressés.

Le chef du service des mines et de la géologie, le commandant du groupement de gendarmerie nationale, le chef du service de la police et de la sûreté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

### Conseil d'administration de la SOTEXIM

N° 2/MCI du 17-8-63 — Sont désignés, en remplacement de :

MM. Joseph Dweggah  
Noé Kutuklui et  
Lucien Komlan Kouma, considérés comme démissionnaires.

1° — *Au titre des délégués du Ministre du Commerce et de l'Industrie*

MM. Prosper Anani Placktor, directeur de cabinet du Ministre du Commerce et de l'Industrie  
Paulin Eklou, directeur du Plan

2° — *Au titre du délégué du Ministre de l'Economie Rurale*

M. Samuel Lawson, directeur de cabinet du Ministre de l'Economie Rurale.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

**DECISION N° 57-D/MSP du 7-8-63 définissant le programme et fixant la date d'ouverture du concours d'entrée à l'école des infirmiers, infirmières et aides-sanitaires (promotion 1963-1965).**

### LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

Vu l'arrêté n° 104/PM du 28 mai 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 274/P du 29 mai 1945 portant organisation d'une école d'infirmiers et infirmières du Togo;

Vu l'arrêté n° 379/P du 28 mai 1947, modifiant l'arrêté n° 274/P du 29 mai 1945, portant organisation d'une école d'infirmiers et infirmières au Togo, complété par arrêté n° 394-51/P du 8 juin 1951;

Vu les prévisions budgétaires,

### DECIDE :

Article Premier. — L'ouverture du concours d'entrée à l'école des infirmiers, infirmières et aides-sanitaires du Togo (promotion 1963-1965) est fixée au jeudi 19 septembre 1963 à 7 heures 30 m.

Art. 2. — Le concours sera ouvert dans deux centres :

*Lomé* : pour les régions maritimes et des plateaux

*Sokodé* : pour les régions centrale et des savanes  
sous la responsabilité des chefs de circonscription et des médecins-chefs des subdivisions sanitaires suivant les modalités fixées par l'arrêté n° 379/P du 8 mai 1947.

Art. 3. — Le nombre de places mises au concours est fixé à 40.

Art. 4. — Les épreuves du concours sont les suivantes :

1°) — une composition française (durée de l'épreuve 3 heures), le matin du premier jour.

2°) — une explication de texte comportant le résumé d'un extrait littéraire qui sera distribué aux candidats pour l'analyse ou le commentaire de certaines parties de ce texte (durée de l'épreuve 2 heures), l'après-midi du premier jour.

3°) — une épreuve constituée par 50 questions devant comporter chacune une réponse très courte et permettant de juger du niveau de culture générale du candidat.

Ces questions portent sur les matières suivantes :

- |                |                       |
|----------------|-----------------------|
| — Arithmétique | — Géographie          |
| — Géométrie    | — Sciences Naturelles |
| — Algèbre      | — Education Civique   |
| — Physique     | — Littérature         |
| — Chimie       | — Arts                |
| — Histoire     | — Actualités          |

durée de l'épreuve 2 heures et demie — le matin du 2<sup>e</sup> jour.

Le texte de ces questions sera distribué aux candidats ; les copies sont anonymes.

La notation est la suivante :

- |                         |             |
|-------------------------|-------------|
| — composition française | — 40 points |
| — explication de texte  | — 40 points |
| — Série de questions    | — 50 points |

Art. 5. — Programme du concours

#### *Instruction générale*

Français : Révision de grammaire

Aperçu de littérature étrangère.

Les élèves devront pouvoir faire une composition française simple sur un sujet littéraire.

Histoire : Histoire du Togo

Quelques éléments de l'histoire de l'art

Géographie : Le Togo.

Les grandes puissances politiques et économiques : U.S.A., Grande-Bretagne et Commonwealth, Allemagne, U.R.S.S., Chine et Japon.

Education civique :

La constitution du Togo, l'organisation politique, administrative et judiciaire.

Arithmétique: Géométrie et Algèbre de la classe de 3<sup>e</sup>.  
Physique : La pesanteur.

Les forces : forces concourantes et forces parallèles.  
Equilibre d'un corps solide. Usage de la balance. Masse volumique d'un solide, d'un liquide.

Travail et puissance.

Les fluides — la pression atmosphérique.

La chaleur — la dilatation, la température.

Compressibilité et dilatation des gaz.

Notions élémentaires d'optique et d'électricité.

Chimie :

L'air — oxygène — Eaux naturelles; eaux pure-mélanges ; corps purs, simples et composés.

Structure atomique : molécules, atomes, symboles, formules équations chimiques.

Hydrogène — notions d'oxydants et de réducteurs.

Notions très sommaires sur les fonctions acides, bases, sels.

Métalloïdes et métaux.

Ionisation.

Acidimétrie — Alcalimétrie.

Notions élémentaires de chimie organique.

#### PROGRAMME D'HYGIENE

##### I — *L'Hygiène science de la Santé*

aperçu sur les maladies organiques  
les maladies microbiennes  
les maladies parasitaires

##### II — *L'Hygiène du corps humain :*

Hygiène de la peau :

la peau et ses fonctions  
hygiène de la peau  
parasites de la peau

Appareil moteur :

hygiène du squelette  
hygiène du système musculaire  
hygiène des articulations

Système nerveux :

la fatigue du système nerveux  
éviter les excitants du système nerveux  
le surmenage nerveux

Organes des sens :

hygiène des fosses nasales  
hygiène de l'oreille  
hygiène de l'œil.

Appareil circulatoire :

facteur influant sur la circulation  
condition d'une bonne circulation  
qualité du sang

Appareil respiratoire :

condition d'une bonne respiration  
troubles de l'appareil respiratoire.

**Appareil digestif :**

hygiène de l'appareil digestif	} dents, estomac, intestins.
condition d'une bonne digestion	
le régime alimentaire.	

L'appareil excréteur : foie, reins, peau, poumons.

*Conclusion générale* : propreté, exercice, repos, sommeil et vêtements.

**III — L'hygiène de l'alimentation :**

Etude des principes alimentaires — vitamines  
fraîcheur des aliments — fermentation  
propreté des aliments  
le lait, les œufs, la viande

eau potable

cuisson des aliments  
intoxication et maladies d'origine alimentaire.

**IV — L'hygiène de l'habitation :**

choix de l'habitation  
la lumière et l'ensoleillement — le chauffage  
l'aération  
l'humidité  
l'orientation

Evacuation des matières usées :

ordures ménagères,  
eaux ménagères,  
matières de vidange  
la protection contre les insectes et les rongeurs,  
moustiques, mouches, cancrelats, termites, rats et souris  
l'entretien de la maison  
les matériaux de construction  
la plantation autour de la maison d'habitation  
le péril fécal.

**V — Les microbes :**

définition, classification, mode de vie  
influence des agents extérieurs sur les microbes  
moyens de destruction des microbes.

**VI — Les maladies microbiennes :**

les agents de transmission — air, sel, eau, aliments, animaux  
action des microbes sur l'organisme  
défense des revêtements extérieurs  
défense du milieu intérieur : phagocytose, anticorps  
généralité sur les maladies contagieuses  
généralité sur les maladies endémo-épidémiques  
la vaccination, la sérothérapie  
étude sommaire de la peste, variole, varicelle, rougeole, rubéole, diphtérie, grippe, fièvre jaune, typhoïde, tétanos, dysenterie, poliomyélite, coqueluche, oreillons.

**VII — Les grandes endémies :**

la lèpre, la tuberculose, la rage  
la maladie de sommeil, le pian  
le paludisme.

**VIII — Les fléaux sociaux :**

la tuberculose  
la syphilis  
la blennorragie  
l'alcoolisme

**IX — Les parasites intestinaux :**

ténia, ankylostomes, ascaris bilharziose, filaire.

**X — Les parasites de la peau**

puce, pou, gale.

**XI — Hygiène de la future maman**

Livres références :

les sciences par l'observation et par l'action pour l'Afrique Tropicale.

Cours d'Hygiène par Monique Maquin Foucher-Paris.

Art. 6. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 7 août 1963

*Dr. V. Mawupé-Vovor.*

**Affectation.**

N° 60-D/MSP du 13-8-63. — Les infirmiers d'Etat dont les noms ci-dessous sont affectés :

**à la Subdivision sanitaire d'Anécho**

M. Lawson B. Barthélemy, infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, précédemment en service à Nuatja, en remplacement de M. Aholou Joseph, appelé à d'autres fonctions.

**à la Subdivision sanitaire de Nuatja**

M. Aholou Joseph, infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire, précédemment en service à Anécho, en remplacement de M. Lawson Barthélemy, muté.

Les dépenses sont imputables au budget général, chapitre 22, article 6.

La présente décision aura effet pour compter de la date de la mise en route des intéressés.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE****Cours de spécialités**

N° 75-D/MEN du 8-8-63. — Les fonctionnaires assimilés, professeurs et chargés de cours au collège moderne de Sokodé percevront pour le troisième trimestre de l'année scolaire 1962-63 (avril — mai — juin 1963) des indemnités pour les heures de cours de spécialités dont le taux fixé par l'arrêté n° 22/PM-MIP du 30 janvier 1958 et aux catégories désignées ci-après :

**Taux des professeurs licenciés : 18 heures**

M. Akumey Martin, licencié, 4 heures par semaine pendant le trimestre

M. Costa Hélios, licencié, 2 heures par semaine pendant le trimestre.

*Taux des instituteurs : 18 heures*

M. Deboffe Francis, instituteur, 1 heure par semaine pendant le trimestre

Mme Jolivet Georgette, institutrice, 4 heures par semaine pendant le trimestre

M. Lepetitcorps Joseph, instituteur, 2 heures par semaine pendant le trimestre.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise — exercice 1963 — chapitre 26 — article 5.

Les indemnités sont payables sur le vu d'une attestation de travail effectué établie par le proviseur du collège moderne de Sokodé et certifiée conforme par le directeur de l'enseignement.

**Rectificatifs — Additifs**

*RECTIFICATIF du 7-9-63 à la décision n° 66/MEN en date du 23 juillet 1963 fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en sixième des établissements secondaires du Togo.*

*Au lieu de :*

*C.C. Evangélique Filles Palimé*

Leguessim Bernadine Yawa, E. Nyékonakpoè

*Lire :*

*C.C. Officiel Tsévié*

Leguessim Bernadine Yawa, E. Nyékonakpoè

*Collège Moderne Sokodé*

*Au lieu de :*

Tchikaty Adam Hiassou, O. Tchamba

*Lire :*

*Lycée Bonnacarrère*

Tchikaty Adam Hiassou, O. Tchamba

*Au lieu de :*

*C.C. Mgr. Cessou Lomé*

Lawson Tèvi Christian, O. Kouméa

*Lire :*

*Lycée Bonnacarrère*

Lawson Tèvi Christian, O. Kouméa

*Au lieu de :*

*N.D. Afrique Atakpamé*

Kalife Zaïna, O. Marina

*Lire :*

*Lycée Bonnacarrère*

Kalife Zaïna, O. Marina

*Au lieu de :*

*N.D. Afrique Atakpamé*

Kalaou Cathérine, O. Bassari

*Lire :*

*E.N. Atakpamé*

Kalaou Cathérine, O. Bassari

*Au lieu de :*

*C.C. Officiel Tabligbo*

Akakpo Guetou Kossi Gall, O. Pessidé

*Lire :*

*Collège Moderne de Sokodé*

Akakpo Guetou Kossi Gall, O. Pessidé

(Le reste sans changement).

*ADDITIF du 7-9-63 à la décision n° 66/MEN en date du 23 juillet 1963 fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en sixième des établissements secondaires du Togo.*

*Lycée Bonnacarrère*

*Après :*

Kalife Zaïna, O. Marina

*Ajouter :*

Mama Afissetou, O. Marina

Messan Gaëtan, O. Marina

Palisse Alain, O. Marina

(Le reste sans changement).

*RECTIFICATIF du 13-9-63 à la décision n° 66/MEN en date du 23 juillet 1963 fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en sixième des établissements secondaires du Togo.*

*Au lieu de :*

*Institution Notre Dame des Apôtres Lomé*

Tèvi Rébecca Adjalé Lucie

*Lire:**Lycée Bonnacarrère*

Tèvi Rébecca Adjalé Lucie

(Le reste sans changement).

*ADDITIF du 13-9-63 à la décision n° 66/MEN en date du 23 juillet 1963 fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en sixième des établissements secondaires du Togo.*

*Lycée Bonnacarrère**Après :*

Palisse Alain, O. Marina

*Ajouter :*Aboki Valentin Ayaovi, M. Catholique Lomé  
Dossavi Hilarion, O. Jacob Adjallé*Collège Moderne Sokodé**Après:*

Zimari Adam

*Ajouter :*

Mama Fatoumata

*C.C. Vogan**Après :*

Zozo Dovi François

*Ajouter :*

Ajavon Roger, O. Bohn

*Institution Notre Dame des Apôtres Lomé**Après :*

Voute Hélène

*Ajouter :*

Ajavon Jacqueline, O. Bohn

*C.C. Palimé**Après:*

Tété Koudzo

*Ajouter :*

Assani Bachirou, O. Sanoussi

*C.C. Bassari**Après:*

Tchamoussa Benoît

*Ajouter :*Zoukarneini Issifou, O. Sokodé  
Kondo Gnofam, O. Sokodé*C.C. Mango**Après:*

Touza Bogoyè

*Ajouter :*

Kassam Zakari, O. Dapango

*C.C. Dapango**Après :*

Yentoumane Phindjo

*Ajouter :*

Laré Damsédé, O. Nyékonakpoè

Kolani B. Célestin, O. Bohn

(Le reste sans changement).

*RECTIFICATIF du 7-10-63 à la décision n° 66/MEN en date du 23 juillet 1963 fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en sixième des établissements secondaires du Togo.*

*Au lieu de :**C.C. Officiel de Tsévié*

Mensah Roger, O. Nyékonakpoè

*Lire :**Ecole Normale d'Atakpamé*

Mensah Roger, O. Nyékonakpoè

(Le reste sans changement).

## MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Intégrations

N° 254/MFP du 8-8-63. — Mme Touré Théophila née Tétégan, agent technique de santé 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre du Sénégal — indice 794 nouveau 465 ancien, remise à la disposition du Togo par arrêté n° 5381/MSAS-BGP du 2 avril 1962, est intégrée dans le cadre des agents techniques de la santé au grade d'agent technique 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon indice 750/840, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1962 — A.C. 2 ans 2 mois.

Mme Touré Théophila, agent technique 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, qui conserve une ancienneté de 3 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1963 est élevée au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter de la même date — ancienneté conservée 1 an.

Mme Touré Théophila, agent technique 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon dont le congé administratif expire le 1<sup>er</sup> août 1963 est mise, pour compter de cette date à la disposition du Ministre de la santé publique (budget général, chapitre 22, article 6).

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1963.



N° 258/MFP du 8-8-63. Mme Boukari Balkissou née Bayor, institutrice auxiliaire, titulaire du CAP arts ménagers et du CAP employée de collectivité est intégrée dans le cadre des professeurs techniques adjoints (spécialité arts ménagers, au grade de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550).

L'intéressée, qui bénéficie d'un traitement supérieur à celui de sa nouvelle situation en conservera le bénéfice jusqu'à ce que, par le jeu normal de l'avancement, elle atteigne une rémunération égale ou supérieure.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1963.

N° 262/MFP du 14-8-63. — Les adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon ci-après désignés, anciens élèves de l'école togolaise d'administration (promotion 1960-1961) sont intégrés dans le cadre des secrétaires d'administration (catégorie B) en qualité de secrétaires d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 750), à compter du 1<sup>er</sup> août 1963 :

MM. Idrissou A. Kérim	MM. Samari Adam
Akouété Léonard	Laré B. Boukary
Atantsi Louis	Amah Séverin
Eduard A. François	Apaloo Samuel
Matthia Georges	Mathey Claude
Adabi Anadé Akpo	

N° 248-MFP du 31-7-63. — M. Amegee Paul, ex-vétérinaire africain principal de 4<sup>e</sup> échelon est intégré dans le cadre des vétérinaires inspecteurs au grade de vétérinaire inspecteur général 2<sup>e</sup> échelon, indice 2500/2575 et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (budget général, chapitre 20 — article 5).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

#### Titularisation

N° 253/MFP du 8-8-63. — Les infirmiers et assistants d'hygiène d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires ci-dessous désignés, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1962 — A.C. 1 an :

##### a) infirmiers d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Akakpo Pierre	Nipada Yacoubou
Ayih Antoine	Kwami K. Philippe
Assogbavi K. Odilon	Nayo Pauline
Adama Philomène	Osseyi Martine
Doé Gabriel	Migbaré A. Alexandre
Dos Reis Clémence	Sessie K. Dieudonné
Eyebiyi Yves	Tsogbe Seth
Gota Simon	Tsè Emmanuel
Kabraitema Bruno	Wodépé Justine
Laune Blatomé Thomas	Yomenou Gladys
Lodonou Francis	Adékpé Antoine
Naman Djitak Jérôme	

##### b) assistant d'hygiène d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Agomessou Jean

Les intéressés, qui conservent une ancienneté de deux ans au 1<sup>er</sup> novembre 1963, sont élevés au 2<sup>e</sup> échelon de leur grade pour compter de la même date.

#### Engagements

N° 781-D/MFP du 9-8-63. — M. Djondo Théodore est engagé en qualité d'agent permanent hors catégorie, pour compter du 15 juillet 1963 et mis à la disposition du ministre du commerce et de l'industrie (budget général, chapitre 14, article 14).

N° 814-D/MFP du 17-8-63. — Mme Ataké Hélène née Boukpéti est engagée en qualité d'agent permanent 4<sup>e</sup> catégorie échelle A et mise à la disposition du Ministre de l'Education Nationale (section des archives — budget général, chapitre 26, article 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

#### Passage automatique d'échelon

N° 772-D/MFP du 8-8-63. — Est constaté, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1963, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde des infirmiers d'Etat et assistants d'hygiène d'Etat ci-après :

##### Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe

Agbobada A. Joseph, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Adjito Arsène, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Ahadji Jonathan, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Dossou Michel, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Djato Mama, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Djato Nadjindo, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Gado Etienne, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Gozo Vitus, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Idrissou Assoumanou, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Katanga Ako Ignace, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Kokou Atabès, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Nagou Charles, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Sanoussi Mourani, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 Viagbo K. Isaac, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon



Kouévi A. Prosper, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Adjovi S. Honoré, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Kouévi A. Fortuné, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Abbey K. Nicodème, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Aourfoh Yacoubou, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Tougnon K. Emmanuel, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Samé Jean, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Wona David, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Folly Bébey Fabianus, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Johnson K. Gabriel, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Badakou Elisabeth, A.C. néant, infirmière d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Etché Rose, A.C. néant, infirmière d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Agbodjan Damienne, A.C. néant, infirmière d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Améganvi A. Lucie, A.C. néant, infirmière d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Vivor A. Gérard, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Laban Georgette, A.C. néant, infirmière d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Tévi Marie Salomé, A.C. néant, infirmière d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Ahadjitsé Enos, A.C. néant, infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

*Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'assistant d'hygiène d'état de 2<sup>e</sup> classe*

Yévogan S. Simon, A.C. néant, assistant d'hygiène d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Kponton Simon, A.C. néant, assistant d'hygiène d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

#### Situations administratives

No 255/MFP du 8-8-63 — La situation administrative de M. Gnouam Mani Michel, officier de police s'établit ainsi au point de vue exclusif de l'ancienneté:

1-9-57 — inspecteur de police 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

1-9-59 — inspecteur de police 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

1-9-61 — inspecteur de police 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon-indice 525.

#### Reclassement

1-1-62 — officier de police 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon-indice 1050/1148.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> août 1963.

No 256/MFP du 8-8-63 — La situation administrative de M. Lorenzo Faustino Le jeune, contrôleur des postes et télécommunications, provenant du cadre de l'ex-AOF s'établit ainsi au point de vue exclusif de l'ancienneté:

#### a) dans le cadre de l'ex-AOF

1-1-1958 — contrôleur 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Promu — 1-1-1960 — contrôleur principal 1<sup>er</sup> échelon

#### b) Reclassement dans le cadre du Togo

1-1-1962 — contrôleur principal 1<sup>er</sup> échelon-A.C. 2a

1-1-1962 — contrôleur principal 2<sup>e</sup> échelon-A.C. néant,

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

No 259/MFP du 8-8-63 — La situation administrative de M. Folligan Jean, instituteur 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, s'établit ainsi au point de vue exclusif de l'ancienneté:

1-1-59 — instituteur de 6<sup>e</sup> classe

1-1-60 — instituteur de 5<sup>e</sup> classe

#### Reclassé:

1-1-62 — instituteur 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon-A.C. 2 ans

#### Passe:

1-1-62 — instituteur 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon-A.C. néant.

No 260/MFP du 8-8-63 — La situation administrative de M. Bassabi Bonfoh Boukari, adjoint administratif, est ainsi régularisée au point de vue exclusif de l'ancienneté:

1-9-57 — commis des SAFC 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

1-9-59 — commis des SAFC 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

#### Promu:

1-1-61 — commis des SAFC 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

#### Reclassement dans le corps des adjoints administratifs:

1-1-62 — adjoint administratif 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon-A.C. 1 an

1-1-63 — adjoint administratif 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon-A.C. néant.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

#### Avancement d'échelle

No 764-D/MFP du 8-8-63 — Les agents permanents ci-après désignés, relevant du ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique, passent à l'échelle supérieure de leur catégorie pour compter des dates ci-après:

1-7-63 — Amégan César, de la 6<sup>e</sup> catégorie échelle A à la 6<sup>e</sup> catégorie échelle B.

1-7-63 — Nouglokpé Akakpo André, de la 2<sup>e</sup> catégorie échelle B à la 2<sup>e</sup> catégorie échelle C

1-7-63 — Go-Marô Komlan Joseph, de la 5<sup>e</sup> catégorie échelle D à la 5<sup>e</sup> catégorie hors échelle.

#### Affectations

No 757-D/MFP du 8-8-63 — M. Dourthé-Larréré Jean, ingénieur des travaux publics (indice brut 300), nouvellement mis à la disposition du gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique française et arrivé

à Lomé le 26 juin 1963, est mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget général, chapitre 18, article 7).

N° 760-D/MFP du 8-8-63 — M. Ali Djobo, chauffeur permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle A, précédemment en service au ministère des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, est mis à la disposition du vice-président, ministre des finances, de l'économie et du plan (budget général, chapitre 14, article 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 762-D/MFP du 8-8-63 — M. Bonet Emmanuel, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, précédemment en service au ministère du commerce et de l'industrie, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (budget général, chapitre 10, article 4).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 766-D/MFP du 8-8-63 — M. Atantsi Louis, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, en service au ministère de l'information, de la presse et de la radiodiffusion, est mis à la disposition du ministre du commerce et de l'industrie en remplacement de M. Amessé Anani Emmanuel, commis adjoint de 1<sup>er</sup> échelon, (budget général, chapitre 14, article 2).

M. Amessé Anani Emmanuel, commis adjoint 1<sup>er</sup> échelon du cadre local de la Côte d'Ivoire, en service au ministère du commerce et de l'industrie, est mis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique (budget général, chapitre 24, article 8, paragraphe 1).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 767-D/MFP du 8-8-63 — MM. Mensah Symphorien, contrôleur du travail et Lassey Séwa James, employé de bureau hors catégorie, de retour de stage de formation professionnelle en France et arrivés à Lomé le 30 juillet 1963, sont remis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

N° 783-D/MFP du 10-8-63 — M. Atayi Jonathan, secrétaire d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (budget général, chapitre 10, article 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

#### **Prolongation de mise en disponibilité et rappel à l'activité**

N° 250/MFP du 31-7-63 — Est prolongée jusqu'au 30 septembre 1963 inclus, la durée de la mise en disponibilité sans traitement de Mme Johnson Françoise, née Mensah, institutrice adjointe.

Mme Johnson Françoise, née Mensah, institutrice adjointe de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire est rappelée à l'activité pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1963 et remise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 7).

#### **Cessation de fonctions**

N° 791-D/MFP du 14-8-63 — Est et demeure rapportée la décision n° 682/MFP du 18 juillet 1963 constatant la cessation définitive des fonctions de M. Kponton Hubert, secrétaire général de l'école togolaise d'administration.

#### **Radiation**

N° 261/MFP du 14-8-63 — M. Arouna Houénouwawa, moniteur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps de l'enseignement est mis à la disposition du gouvernement de la République de Haute-Volta et rayé du contrôle des effectifs de la République togolaise, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1963.

M. Arouna qui sera intégré dans les cadres de l'enseignement de la République de Haute-Volta fera valider par la caisse de retraites de la Haute-Volta les services accomplis dans son cadre d'origine, sous réserve du rachat des parts contributives à la caisse de retraites du Togo.

#### **Additifs**

*ADDITIF du 8-8-63 à la décision n° 349/MFP du 30 avril 1963 portant passage automatique d'échelon des fonctionnaires de l'enseignement.*

#### **C. CADRE DES INSTITUTEURS ADJOINTS**

*Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe*

*Après :*

1-1-63 — Goudégnon Jacques, A.C. néant, instituteur adjoint 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon.

*Ajouter :*

1-1-63 — Do Régé Félicien, A.C. néant, instituteur adjoint 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon.

(Le reste sans changement).

*ADDITIF du 10-8-63 à la décision n° 349/MFP du 30 avril 1963 portant passage automatique d'échelon des fonctionnaires de l'enseignement.*

#### **C. CADRE DES INSTITUTEURS ADJOINTS**

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe*

*Après :*

1-1-63 — Djibom Emmanuel, A.C. 1 a, instituteur adjoint 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon.

*Ajouter :*

1-1-63 — Gnamey Benoît, A.C. néant, instituteur adjoint 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon.

## MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

**Affectation**

N° 64-D/MER-AG du 3-8-63 — M. Nicoué Kouété Albert, adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon de l'agriculture, provisoirement chargé de la direction de la pépinière — plantation de Baguida, est mis à la disposition de l'I.R.H.O. pour servir à l'opération cocotier.

M. Nicoué aura sa résidence à Lomé.

M. Gnofam Bertin, adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon de l'agriculture, de retour de congé administratif, reprend ses fonctions à la pépinière — plantation de Baguida.

La solde et les accessoires, de solde des intéressés demeurent imputables au chapitre 20, article 4 du budget général.

 MINISTERE DE L'INFORMATION,  
DE LA PRESSE  
ET DE LA RADIODIFFUSION
**Nomination**

N° 14-D/Minfo du 7-8-63 — M. Kuakuvi Angélo, commis au ministère de l'information est nommé attaché de cabinet de ce ministère pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1963.

## AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

## CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

## Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à formuler opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de droit moderne de 1<sup>re</sup> instance (de Lomé).

Suivant réquisition, n° 4590, déposée le 8 juillet 1963, le sieur Kalipé Pierre Djossou, profession de mécanicien-chauffeur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de cinq (5) ares, situé à Lomé-Tokoin, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de route de Dja-ghlé et borné au nord par Oppoassa Atikpo, à l'est par une rue en projet, à l'ouest par Ativon Gbekon, au sud par Oppoassa Atikpo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4591, déposée le 9 juillet 1963, le sieur Matthia Anani Antoine, profession de pharmacien, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 ares 14 centiares (cinq ares quatorze centiares) situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de quartier n° 9 et borné au nord par le titre foncier T.T. 1578, au sud par le titre foncier n° T.373 de Lomé, à l'est par la propriété Ali August et à l'ouest par l'avenue du camp.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4592, déposée le 10 juillet 1963, la dame Anthony Hélène Dédévi, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel indigène et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel sont construites des maisons en dur, à usage d'habitation, d'une contenance totale de trois ares cinquante sept centiares (3a 57ca), situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Amoutivé-Tokoin et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la famille Zankou, au sud par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels :

Suivant réquisition, n° 4593, déposée le 17 juillet 1963, la demoiselle Coco Michèle Mélanie, profession de sage-femme africaine, demeurant et domiciliée à Palimé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de cinq ares quatre vingt quatorze centiares (5a 94ca), situé à Palimé, circonscription de Klouto, connu sous le nom de Pali et borné au nord par une rue en projet, à l'est et au sud par Herman Yawo Anlovi, à l'ouest par le boulevard circulaire.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels :

Suivant réquisition, n° 4594, déposée le 20 juillet 1963, le sieur Tsogbévi Bernard, profession d'instituteur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6a 63ca (six ares soixante trois centiares), situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin-

Agbakodomé et borné à l'est et au nord par la propriété Soga, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par la propriété Ayeo Rosa.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4595, déposée le 25 juillet 1963, le sieur Robert Ayité Amouzou, profession de sergent-chef de la gendarmerie nationale togolaise, demeurant et domicilié à Lomé, co-proprétaire, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène, agissant en son nom personnel ainsi qu'au nom de son neveu Félix Amavi Amouzou, sans profession à Lomé, optant pour la législation togolaise ainsi qu'ils le déclarent tous deux propriétaires indivis, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de trois ares dix-sept centiares (3 a. 17 ca.), situé à Lomé, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de quartier n° 4 et borné au nord par la Rue Colonel Maroix, au sud par les héritiers Byll Josiah, à l'est par les T.T. 698 et 934, à l'ouest par M. Lawson.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient ainsi qu'à son co-proprétaire et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4596, déposée le 29 juillet 1963, la demoiselle Béatrice Dédé John Creppy, profession de sténodactylographe, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel indigène et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un triangle rectangle, d'une contenance totale de cinq ares soixante seize centiares (5a 76 ca) situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Ayikpè Konou, au sud par l'emprise du chemin de fer, à l'est par le T.T. 1660, à l'ouest par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4597, déposée le 1<sup>er</sup> août 1963, la dame Elisabeth Adjallé, profession de revendeuse demeurant et domicilié à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel indigène et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de six ares trois centiares (6a 03ca), situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, au sud et à l'ouest par la propriété Tozo, à l'ouest par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4598, déposée le 9 août 1963, le sieur Mayéda Kabraitichouka Pascal, profession de militaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel indigène et obtant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de cinq ares soixante dix sept centiares (5a 77ca), situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, à l'est et au sud par Agbéwolé Félix Amétana, à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4599, déposée le 14 août 1963, la dame Salamatou Yesufu Awouélé, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé (quartier n° 4), majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de dix huit ares six centiares (18a 06ca), situé à Lomé, totale de dix huit ares six centiares (18a 06ca) situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom d'Anagokomé, quartier n° 4 et borné au nord par James Gbogbo, Amoko, Odamthem Georges, au sud par la rue de sous-lieutenant Guillemard, à l'est par Pereira Fransisko et à l'ouest par la rue de la gare et une parcelle non bâtie.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4600, déposée le 16 août 1963, le capitaine Djafalo Alidou Albert, profession de commandant de la gendarmerie mobile, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 7 ares 40 centiares 35, situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par la collectivité Doumassesse, à l'est et au sud par des rues en projet, à l'ouest par Dosseh Kpongbenya.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4601, déposée le 17 août 1963, la dame Angelica Nadou Lawson, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel et optant pour la législation togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel est édifié une construction en dur d'une contenance totale de deux ares six

centiares (2a 06ca), situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de quartier n° 7 et borné au nord par l'avenue des alliés, au sud par la propriété Tokoé Mensah, à l'ouest par le titre foncier n° 71 du cercle de Lomé, appartenant à Kanyi Djagoe et à l'est par le titre foncier n° 3178 T.T. du sieur Emmanuel Koffi Akakpo.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière*  
E.K. Dogbe

#### Inscription modification au registre de commerce

Suivant délibération des actionnaires réunis en Assemblées Générales Extraordinaires les 16 octobre et 5 et 26 novembre 1962, le capital social de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin a été successivement porté :

1<sup>o</sup>/ — à la date du 5 novembre 1962, à la somme de 1.523.750.000 Francs C.F.A.

2<sup>o</sup>/ — à la date du 26 novembre 1962, à la somme de 1.741.525.000 Francs C.F.A.

Le texte de l'article 6 des statuts a été successivement modifié en conséquence.

Le troisième alinéa de l'article 7 des statuts est supprimé.

Le premier paragraphe de l'article 13 des statuts est remplacé.

Déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance le 27 décembre 1962 sous le n° 792 Chronologique, par Monsieur Max Robert, Administrateur-Délégué.

Mention portée au Livre 3 n° 40 Analytique.

Pour insertion et avis :

*Le greffier en chef,*  
E. T. Lawson.

#### Radiation au registre de commerce

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 8 août 1963 sous le n° 832 Chronologique,

Monsieur Pascal Houenassou a requis la radiation du Registre de Commerce du Fonds de Commerce dit « Etablissement Togolais d'Activités Commerciales » (Ets T.A.C.O.) qu'il exploitait à Lomé, 22, Rue du Champ de Course, en raison de l'apport dudit fonds à la Société à Responsabilité Limitée dénommée « Etablissement Togolais d'Activités Commerciales » Ets T.A.C.O.

Mention a été faite au Livre 1 N° 191 Analytique.

Pour insertion et avis :

*Le greffier en chef,*  
E. T. Lawson

#### Immatriculations au registre du commerce

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 22 mai 1963 sous le N° 817 Chronologique,

Monsieur Akpa Y. Peter a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « Peter Y Akpa & Brothers ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 201 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 29 mai 1963 sous le N° 819 Chronologique,

Monsieur Da Silveira Pierre Adjévi a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « Groupement des Mareyeurs Togolais ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 202 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 30 mai 1963 sous le N° 820 Chronologique,

Monsieur Agagah John a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « J.K. Agagah ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 203 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 31 mai 1963 sous le N° 821 Chronologique,

Monsieur Assogbavi Michel Kokou a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « Entreprise d'Etudes et d'Exécution des Travaux Publics ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 204 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 5 juin 1963 sous le N° 824 Chronologique,

Madame Tanous Clémence a requis son immatriculation au Registre de Commerce.

Inscription a été faite au Livre 1 N° 205 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 1<sup>er</sup> juillet 1963 sous le N° 826 Chronologique,

Monsieur Ekué T. Hubert a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « Ekué T. Hubert ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 206 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 18 juillet 1963 sous le N° 827 Chronologique,



Monsieur Delbos René, Gérant de la Succursale de la Société à Responsabilité Limitée dénommée :

« Applicolor », à Lomé, a requis l'immatriculation au Registre de Commerce de ladite société.

Inscription a été faite au Livre 4 N° 127 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 24 juillet 1963 sous le N° 828 Chronologique,

Madame Johnson Lili née Bartet a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « A.G.I.P. Station Service ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 207 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 3 août 1963 sous le N° 830 Chronologique,

Monsieur d'Almeida Victor Merry a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « S.R. AGIP ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 208 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 8 août 1963 sous le N° 833 Chronologique,

Monsieur Pascal Houenassou, Gérant statutaire de la Société à Responsabilité Limitée dénommée : « Etablissement Togolais d'Activités Commerciales » (Ets T.A. C.O.), a requis l'immatriculation au Registre de Commerce de ladite société.

Inscription a été faite au Livre 3 N° 139 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 8 août 1963 sous le N° 835 Chronologique,

M. Hundjor Clément a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « Attasse ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 209 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 12 août 1963 sous le N° 836 Chronologique,

Monsieur Awuvé Emmanuel a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « Awuvé Emmanuel Station Service AGIP ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 210 Analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 12 août 1963 sous le N° 837 Chronologique,

Monsieur Amorin Benito a requis son immatriculation au Registre de Commerce sous l'enseigne « Station Service AGIP ».

Inscription a été faite au Livre 1 N° 211 Analytique.

Pour insertion et avis :

*Le greffier en chef,*

E. T. Lawson

#### Récépissé de déclaration d'Association

*Titre de l'Association :* « Jeunesse Musulmane de Lomé ».

- But :*
- a) Favoriser le développement des instructions islamiques ;
  - b) Créer entre les musulmans, un climat de compréhension, d'entr'aide et de solidarité indispensable à l'épanouissement de toutes œuvres utiles et humanitaires ;
  - c) Coordonner leurs efforts pour l'amélioration de leurs conditions culturelle et sociale ;
  - d) Resserrer d'avantage les liens qui unissent les différents groupements islamiques dans un esprit d'entr'aide ;
  - e) Organiser des manifestations de réjouissances (théâtre, folklores traditionnels, sport).

*Siège Social :* Lomé

*Pièces annexées à la Déclaration :* Statuts.

#### NECROLOGIE

Le Ministre du travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique a le regret de faire part du décès de M. Paul Kovi Amenyinu, secrétaire d'administration, directeur de la Caisse de Compensation des prestations familiales, survenu au Centre National Hospitalier le 10 août 1963.

FOR THE DEPT. OF JUSTICE